

*l'Anti*capitaliste

N°66 | JUIN 2015 | 4€

la revue mensuelle du **NPA**



UNE CRISE PROFONDE DE LA SOCIAL-DÉMOCRATIE

LABOUR



**CONTRE LA RÉFORME DES
COLLÈGES, EN DÉFENSE DU
SERVICE PUBLIC DE L'ÉDUCATION**



**LES ÉMEUTES, LA RÉVOLTE
ET LA CLASSE OUVRIÈRE NOIRE
AUX ÉTATS-UNIS**



**LE GÉNOCIDE DES TSIKANES,
UNE HISTOIRE OCCULTÉE**

EDITORIAL

Yvan Lemaitre Hollande ou la diplomatie des affaires et de la guerre **P3**

ACTUALITE

Galia Trépère En défense du service public de l'éducation
Réforme des collèges, une étape dans la bataille **P4**

Jean-Philippe Divès
Royaume-Uni Une victoire des conservateurs... largement par défaut **P6**

Lee Sustar Etats-Unis Les émeutes, la révolte et la classe ouvrière noire **P8**

DOSSIER

François Sabado Social-démocratie : une crise profonde **P12**

Richard Seymour Grande-Bretagne Bye bye Labour **P15**

Bertold du Ryon Le SPD allemand, englué dans la coalition avec Merkel **P18**

Diego Giachetti Italie Face à l'offensive de Renzi **P21**

Jean-Philippe Divès
Parti socialiste Quand Hollande et Valls remportent une élection... **P24**

REPÈRES

Renée Ravoteur
Le « Samudaripen » ou génocide des Tsiganes, une histoire occultée **P26**

LECTURES

Ugo Palheta De la révolte à la révolution ? **P30**

Fernand Beckrich Une contribution majeure au combat anticapitaliste **P32**

Marcelo Neuestern Amérique latine : quelle réalité, quelles perspectives ? **P33**

FOCUS

Henri Wilno En 2013, Ada Colau était arrêtée par la police **P36**

Dans une manifestation de solidarité avec le mouvement de Ferguson, le 27 novembre 2014 à Londres (voir pages 8 à 11). DR.



S'ABONNER

PAR CHEQUE

à l'ordre de : NSPAG 2, rue Richard-Lenoir - 93100 Montreuil Cedex
France et DOM-TOM

| Tarif standard | | |
|---|-----------------|----------------|
| Revue mensuelle | 6 mois 22 euros | 1 an 44 euros |
| Revue + Hebdo | 6 mois 50 euros | 1 an 100 euros |
| Tarif jeunes/ chômeurs/ précaires | | |
| Revue mensuelle | 6 mois 18 euros | 1 an 36 euros |
| Revue + Hebdo | 6 mois 38 euros | 1 an 76 euros |

Etranger

Joindre la diffusion au 01 48 70 42 31 ou par mail :
<http://www.diffusion.presse@npa2009.org>

PAR PRELEVEMENT AUTOMATIQUE

En complétant et retournant la formule publiée dans l'hebdomadaire et également disponible sur : <http://www.npa2009.org/content/abonnez-vous>

| Tarif standard | | |
|---|------------------------|--|
| Revue + Hebdo | 25 euros par trimestre | |
| Tarif jeunes/ chômeurs/ précaires | | |
| Revue + Hebdo | 19 euros par trimestre | |

L'Anticapitaliste

la revue mensuelle du NPA

Comité de rédaction:

Yann Cézard, Henri Clément, Jean-Philippe Divès (chargé de l'édition), Denis Godard, Jihane Halsanbe, Antoine Larrache, Ugo Palheta, François Sabado, Henri Wilno

Pour contacter la rédaction :
contact-revue@npa2009.org

Gérant et directeur de la publication:

Ross Harrold

Diffusion:

01 48 70 42 31 – diffusion.presse@npa2009.org

Administration:

01 48 70 42 28
2, rue Richard-Lenoir 93108 Montreuil Cedex

Commission paritaire:

0519 P 11509

Numéro ISSN:

2269-370X

Société éditrice:

Nouvelle Société de presse, d'audiovisuel et de communication
SARL au capital de 3 500 € (durée 60 ans)

Tirage:

3 000 exemplaires

Maquette et impression:

Rotographie, Montreuil-sous-Bois
Tél.: 01 48 70 42 22
Fax: 01 48 59 23 28
Mail: rotoimp@wanadoo.fr

Hollande ou la diplomatie des affaires et de la guerre

PAR YVAN LEMAITRE

« *Canons à vendre* », l'apostrophe de Boris Vian dans sa chanson *Le petit commerce* va comme un gant à François Hollande parti début mai, en bon voyageur de commerce à l'échine souple, marchandiser sa diplomatie contre des contrats du Qatar à Cuba en passant par l'Arabie saoudite et les dernières colonies de la France aux Antilles...

LES AFFAIRES...

Doha, la capitale du Qatar, a été la première étape du périple pour assister à la signature du contrat de vente de 24 Rafale. Ce contrat de 6,3 milliards d'euros porte à 80 le nombre de Rafale vendus depuis le début de l'année.

Hollande a, au passage, souligné les motivations de la diplomatie française au Moyen-Orient : « *Si nous sommes présents ici au Qatar (...) c'est d'abord parce qu'il y a une longue tradition, et ensuite*

parce que la France est regardée comme un pays fiable, à qui il est possible de donner sa confiance pour un pays partenaire. Et c'est cette constance, cette fiabilité, cette crédibilité qui nous permet d'avoir maintenant, avec nos partenaires – aujourd'hui le Qatar, hier d'autres pays, l'Égypte, l'Inde, demain d'autres pays encore – une confiance qui se traduit par un contrat important pour le Rafale. » Dans la foulée,

d'autres contrats suivront sur la formation de 36 pilotes et d'une centaine de mécaniciens ou l'instruction d'officiers de renseignement... Avec aussi des contreparties favorables au Qatar, en particulier « *pour l'attribution de lignes aériennes* ».

D'autres contrats sont attendus avec l'Arabie saoudite, où Hollande était invité pour participer au sommet des six pays du Conseil de coopération de Golfe rassemblant les dirigeants arabes sunnites des pétromonarchies, Arabie saoudite, Qatar, Oman, Koweït, Emirats arabes unis et Bahreïn. Ces alliés traditionnels des USA sont en froid avec leur maître. Ils craignent un changement de politique de sa part parce qu'il cherche à associer l'Iran à sa stratégie en Irak et en Syrie. Les USA ont besoin d'un nouvel allié pour maintenir l'ordre dans la région face au chaos provoqué par leurs propres interventions et celles de leurs alliés. Les pétromonarchies font monter les enchères pour s'imposer comme principales puissances contre l'Iran.

DES ARMES POUR LES GUERRES

La France les soutient pour pouvoir négocier sa place dans le jeu des grandes puissances et... des contrats pour Dassault, Thalès & Co... Il y aurait en perspective vingt contrats dont le montant est évalué par Laurent Fabius à « *plusieurs dizaines de milliards d'euros* ».

Au Moyen-Orient, « *nous travaillons à trouver des solutions politiques, à appuyer également des opérations lorsqu'elles sont nécessaires sur le plan militaire* », dixit Hollande. Oui, la diplomatie de la France vend des armes pour mener des guerres dans lesquelles elle s'implique directement ou indirectement. Les avions de la coalition dirigée par l'Arabie saoudite pour intervenir au Yémen, un des pays les plus pauvres du monde, répandent la terreur et la mort contre les Houthis. Plus de 1000 morts civils depuis le début de son offensive commanditée en sous-main par Washington.

Et bien sûr, pas un mot de critique de la part de Hollande sur ces monarchies théocratiques qui appliquent la peine de mort, au sabre et sur la place publique – 78 décapitations depuis janvier en Arabie saoudite où le

gouvernement vient de faire passer une annonce pour recruter huit bourreaux –, sanctionnent le blasphème de 1000 coups de fouet, nient les droits les plus élémentaires des femmes comme des travailleurs.

« ARGENT OUI, MORALE NON ! »

L'ami de la monarchie wahhabite a poursuivi sa tournée par les dernières

colonies de la France dans les Caraïbes, les îles de Saint-Barthélemy, Saint-Martin, la Martinique, la Guadeloupe, puis Cuba avant de faire escale à Haïti. Ce premier voyage d'un chef de l'État français depuis l'indépendance de Cuba en 1898 a eu lieu grâce au bon vouloir des USA, pour le seul bénéfice de la trentaine de patrons qui l'accompagnaient et veulent profiter de la levée de l'embargo. Avec en toile de fond l'Amérique Latine et ses opportunités...

A Pointe-à-Pitre, Hollande a inauguré le Memorial ACTe en mémoire des crimes atroces de la traite et de l'esclavage, en déclarant que la France s'acquitterait de sa dette envers Haïti, les 159 millions de francs qu'en 1825 la France a contraint Haïti à payer pour indemniser les colons après la conquête de l'indépendance en 1804. Mais pour lui, il ne s'agit que d'une « *dette morale* », alors qu'elle a ruiné le pays qui en porte toujours les stigmates.

Ce à quoi des manifestants ont répondu, « *Argent oui, morale non !* » Cette dette, tout comme celle de l'ensemble des pays, semi-coloniaux ou impérialistes, ne pourra être réglée qu'à travers la réappropriation par les classes et peuples exploités des richesses qui leur ont été volées, pour en finir avec ce monde qui engendre la misère, le chaos, la guerre au profit des marchands d'armes et de leurs acolytes. □



Hollande reçu par le roi Salman d'Arabie Saoudite. DR.

EN DÉFENSE DU SERVICE PUBLIC DE L'ÉDUCATION

Réforme des collèges, une étape dans la bataille

PAR GALIA TRÉPÈRE

Quelques heures seulement après les manifestations du 19 mai, le gouvernement a fait publier à la sauvette l'arrêté et le décret de la réforme du collège. Ce coup bas ne met pas fin pour autant à une bataille à travers laquelle vont se révéler les enjeux cruciaux des réformes en cours dans l'Éducation.

Le gouvernement espère par ce coup de force désamorcer le mouvement qui s'est affirmé, même encore timidement, le 19 mai. Sans doute la mobilisation n'a-t-elle pas été aussi importante que nous l'aurions souhaité. Les médias ont insisté sur la faiblesse des manifestations, « mobilisation en demi-teinte » selon *Les Echos*, sans préciser que le secondaire seul était appelé à la grève, et exclusivement contre la réforme du collège. Là, le taux de grévistes a été important, 50 % en moyenne selon les comptes, fiables, du SNES-FSU. Les manifestations n'ont pas été négligeables non plus, bien au-delà en tous les cas de la participation des seuls militants et elles comptaient par ailleurs parfois dans leurs rangs quelques enseignants du premier degré en lutte, en particulier contre les fermetures de classe, et des professeurs de lycée.

Les médias ont souligné sur un ton quelque peu moqueur la forte présence de professeurs de langues anciennes et d'allemand en tant que tels. Mais n'est-il pas naturel que ceux-ci défendent, avec la possibilité de continuer à enseigner ce pour quoi ils se sont formés, leurs postes et leurs conditions de travail ? Au moins ont-ils manifesté la conscience que la suppression du latin et du grec en tant que disciplines ou des classes bi-langues n'avait qu'un seul objectif, la réduction des postes et les restrictions budgétaires. Avec comme conséquence pour les élèves, une réduction de l'offre d'enseignement qui leur est proposée.

La presse, les commentateurs ou intellectuels qui ont analysé et critiqué la réforme ont surtout mis l'accent sur cet aspect-là, approuvant ou critiquant la caractérisation d'« élitiste » que le gouvernement avait donné à ces options pour mieux les supprimer. Même la droite s'y est mise, alors que maintenant, elle tombe le masque en dévoilant des programmes pour l'éducation où figure – c'est le cas par

exemple de celui défendu par Bruno Le Maire de l'UMP – la suppression de la deuxième langue vivante au collège.

Les professeurs de musique et d'arts plastiques auraient des raisons particulières, eux aussi, de se mobiliser – et beaucoup l'ont fait – parce que la réforme prévoit que leurs disciplines seront regroupées dans un pôle de deux heures, chacune des deux pouvant être enseignée sur un semestre, six mois de musique pendant deux heures par exemple, s'il se trouve que le prof d'arts plastiques n'a pas encore été nommé... Ou les professeurs de technologie, physique-chimie, SVT dont les disciplines vont constituer un bloc de 4 heures en 6^e qui pourront être assurées, on peut l'imaginer, par l'un ou l'autre de ces enseignants au gré des besoins et surtout du manque de profs.

C'est bien, de la part du gouvernement, une volonté de trouver les moyens de grappiller des postes par ci par là pour en réduire le nombre, et cela n'a pas échappé aux enseignants qui, depuis des années, subissent l'alourdissement de leur charge de travail quand, alors que les effectifs sont en hausse constante, ils doivent assurer les cours dans un nombre de plus en plus important de classes.

Alors oui, il faudrait le dire clair et net : « ce dont nous avons besoin, ce n'est pas d'une nouvelle réforme, mais de moyens » et affirmer par là que nous ne sommes pas dupes des « pseudo » – dirait peut-être Najat Vallaud Belkacem – intentions pédagogiques du gouvernement.

NOUVELLE DÉRÈGLEMENTATION EN VUE

Très rares ont été les analyses, dans la presse ou chez les politiques, qui sont allées au-delà, jusqu'au cœur de la réforme, qui introduit, sur 20 % des horaires autrefois

dédiés à une discipline, des activités – enseignements pluridisciplinaires ou accompagnement personnalisé – dont le contenu et la forme seront décidés au niveau de chaque établissement. C'est cet aspect de la réforme qui ouvre de nouvelles possibilités de dérèglementation en sapant le caractère national de l'éducation et aggrave les inégalités entre les différents établissements scolaires et élèves.



Dans les manifestations du 19 mai 2015. DR.

Concrètement, tous les élèves ne bénéficieront pas des mêmes enseignements, et cela d'autant plus que les nouveaux programmes sont conçus non plus par niveau mais par cycle (pour le cycle 4, par exemple, qui associe 5^e, 4^e et 3^e).

Les enseignants en collège seront ainsi invités à définir des objectifs à la fin de la 3^e, qui plus est en termes de compétences seulement et non plus de connaissances. Ainsi pourrait disparaître, pour l'en-

semble des élèves du moins, la possibilité d'acquérir une culture, une compréhension du passé comme du monde qui les entoure. Cette conception de l'école, « école du socle », reproduit les modèles chers aux patronats européens dont le seul souci est d'avoir une main-d'œuvre maîtrisant les « fondamentaux » et les nouvelles technologies tout en étant docile parce que moins cultivée, moins capable de se défendre.

Avec la réforme du statut, les nouvelles obligations de service définies par un décret en août 2014, entre autres l'obligation de participer aux réunions et évaluations qui ont lieu dans l'établissement, les enseignants, dans les textes du moins, n'auront aucun moyen de se soustraire à l'autorité des chefs d'établissement qui sont aujourd'hui, par ailleurs, formés aux techniques de management du privé.

LA DERNIÈRE PIÈCE DU PUZZLE

La loi LRU avait mis en œuvre l'autonomie des universités, la réforme Chatel dans les lycées puis celle des rythmes scolaires ont

quidation, de l'école engagée depuis 30 ans.

C'est dire l'importance de la mobilisation et à quel point elle peut être un révélateur des politiques menées depuis 30 ans par la gauche ou par la droite et de la nécessité de construire un mouvement qui ne craigne pas d'affronter le gouvernement.

Des premières lois de décentralisation sous Mitterrand en 1982 et 83, au « *il faut dégraisser le mammoth* » de Claude Allègre en juin 1997, de la loi Pécresse sur l'autonomie des universités à la réforme Chatel du lycée sous Sarkozy en 2010 et la loi de refondation de l'école de Peillon en 2013, et maintenant Najat Vallaud-Belkacem, tous les ministres qui se sont succédé se sont employés à saper, morceau après morceau, non seulement le service public de l'éducation mais également, et cela va ensemble, le statut des enseignants, et plus généralement de la fonction publique.

UN ENJEU DE SOCIÉTÉ, UNE BATAILLE POLITIQUE

Dans cette première phase de la bataille, alors que les critiques contre la réforme se bornaient à ne dénoncer que la suppression du latin, du grec et des classes bilingues, la droite et l'extrême droite se sont très vite affirmées contre le projet du gouvernement, ce qui a provoqué un malaise parmi de nombreux enseignants qui n'avaient pas envie de voir leur mécontentement instrumentalisé. Le gouvernement a d'ailleurs utilisé cette situation pour exercer une forte pression et un chantage cynique sur les enseignants, accusés implicitement de conservatisme. Hollande s'en est pris au « *concert des immobiles* ». « *Ceux qui voudraient, a-t-il dit lors de sa visite dans un collège des Mureaux, que rien ne change. Ce sont souvent les plus bruyants, ceux qui, au nom de l'intérêt général supposé, défendent leurs intérêts particuliers. Non ! C'est terminé* ». Vallaud-Belkacem a dénoncé « *la coalition des approximations, postures et conservatismes réunis.* » Ensuite, lorsque la réforme a été mieux connue

et comprise, chacun à droite et à l'extrême droite s'est positionné en définissant sa conception du collège. Une sorte de pré-campagne présidentielle. Bruno Le Maire a donné sa vision, puis Marine Le Pen, puis Sarkozy. Ils se rejoignent sur une conception du collège qui représenterait un énorme recul : rejet de la pluridisciplinarité, fin du collège unique, accent mis sur les « fondamentaux », avec pour Le Maire la suppression de la deuxième

langue, sélection plus précoce avec la réintroduction de l'enseignement professionnel ou de l'apprentissage avant 16 ans, dès le collège. A l'opposé de ce que pensent un très grand nombre d'enseignants qui ne refusent pas la pluridisciplinarité par principe et ont bien vu qu'aucun de ces « opposants à la réforme » ne dénonçaient le fait qu'elle permettra de réduire les postes et les budgets.

Alors, cette intervention de la droite peut certes être un atout pour le gouvernement, lui servir d'épouvantail tant les mesures qu'elle préconise sont réactionnaires, mais elle éclaire aussi les enjeux de la bataille en montrant le sort que le droite réserve à l'éducation dans les années qui viennent. Mais cela ne rend pas la réforme du gouvernement plus progressiste. Ce qui apparaît de plus en plus clairement, derrière la politique des uns et des autres, c'est la même préoccupation, saper le service public et le statut des enseignants pour réduire au maximum les dépenses utiles à la population mais considérées comme « improductives » par les gouvernements et le patronat. Il n'y a pas d'autre choix, pour défendre une école qui ait une ambition émancipatrice, permettre l'accès de toutes et tous à la culture, former des personnalités capables de réflexion et d'esprit critique, que de se battre contre la politique du gouvernement, de la droite et de l'extrême droite.

Il est difficile de dire aujourd'hui sous quelle forme et à quel rythme va se poursuivre le mouvement. Les syndicats avaient accompagné cette réforme-là comme les précédentes et n'ont quitté la table des négociations le 31 mars que parce qu'ils ont senti monter le mécontentement des militants contre le projet du gouvernement. Ils n'ont rompu, d'autre part, aucune autre concertation, en particulier sur les programmes. A ce jour, ils n'ont donné aucune suite au 19 mai, se contentant dans leur communiqué commun de « *mettre en débat une journée de grève nationale en juin* ».

Quoi qu'il en soit, le mouvement et son issue dépendent avant tout de la capacité de celles et ceux qui y sont déjà engagés, syndicalistes ou non, de tisser des liens démocratiques, d'aider à la constitution d'équipes militantes contre la réforme qui s'emploient à faire comprendre celle-ci et les enjeux de société qu'elle recouvre, qui soient capables de gagner à ce combat leurs collègues et les parents d'élèves, qui exercent leur pression sur les organisations syndicales, qui se donnent les moyens de contrôler démocratiquement leurs luttes. □



contribué à territorialiser l'éducation : cette autonomie, la territorialisation de l'école, c'est le préalable à une école à deux vitesses, le minimum pour les plus pauvres, « école du socle » jusqu'en 3^e, universités et lycées de seconde zone et le meilleur pour les plus riches qui de toute façon pourront compléter leur formation en faisant appel au privé. La réforme du collège est la dernière pièce du puzzle qui achèverait la libéralisation, ou plutôt la li-

ROYAUME-UNI

Une victoire des conservateurs... largement par défaut

PAR JEAN-PHILIPPE DIVÈS

Les élections générales du 7 mai ont donc vu la victoire surprise du parti Tory (conservateur) du premier ministre sortant, David Cameron.

Ayant obtenu la majorité absolue des sièges (331 sur 650) à la Chambre des députés, la droite britannique, auparavant en coalition avec la formation centriste des Libéraux-Démocrates, peut désormais gouverner seule. Mais à y regarder de plus près, son succès est loin d'être aussi éclatant qu'il ne semble.

Avec 36,9 % (11,3 millions), le pourcentage des voix obtenues par les Tories n'augmente en effet que de 0,8 % par rapport à l'élection précédente de 2010. Deux éléments, amplifiés par le mode de scrutin très particulier du « *First past the post* », expliquent en fait leur victoire : l'effondrement de leur ancien allié au gouvernement, le Parti libéral-démocrate, et l'incapacité du Labour Party (travailliste) à mobiliser suffisamment l'électorat ouvrier et populaire.

Pro-européens, se revendiquant d'un libéralisme tempéré d'un peu de social, les Libéraux-Démocrates n'ont fait pendant cinq ans que servir de force d'appoint à des conservateurs ultralibéraux et de plus en plus eurosceptiques. C'est en toute logique qu'ils ont été massivement sanctionnés : de 23 % des voix et 57 sièges en 2010, à 7,9 % et 8 sièges aujourd'hui. La quasi-totalité des gains de sièges des Conservateurs s'est faite au détriment des Libéraux-Démocrates. Une partie de l'ancien électorat « lib-dem » a donc préféré l'original à la copie, et les Tories ont gagné un peu plus de ce côté-là que ce qu'ils ont perdu sur leur droite au profit de UKIP (Parti de l'indépendance du Royaume-Uni). Ils ont ainsi été plébiscités par l'Angleterre réactionnaire des quartiers bourgeois et petit-bourgeois, des campagnes et du Sud.

Il est significatif que le Labour, malgré sa déroute en Ecosse (voir plus loin), ait dans ces élections progressé davantage que les conservateurs : 30,4 % des voix, soit + 1,5 % par rapport à 2010, et un gain de 15 sièges en Angleterre. Mais ils portaient de leur niveau historiquement bas des élections de 2010, qui venaient après les treize années de gouvernements libéraux-sociaux du New Labour de Tony Blair puis de Gordon Brown. Malgré un langage un

peu plus à gauche, la direction d'Ed Miliband n'a pas réussi à faire illusion auprès des secteurs de la population qui votaient traditionnellement travailliste et aujourd'hui ne votent plus. Le Labour a lui aussi gagné en Angleterre sur les Libéraux-Démocrates, mais a dans le même temps perdu une partie de son électorat le plus populaire au profit de UKIP (un peu comme ce que l'on observe en France avec une partie du vote FN).

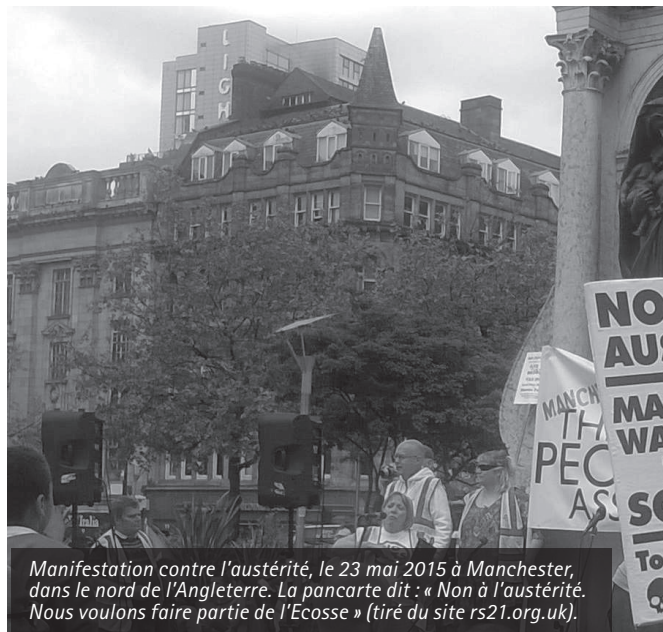
L'abstention ouvrière et populaire est en outre restée forte, contrastant avec la mobilisation des secteurs les plus ancrés à droite. C'est elle fondamentalement qui explique le faible taux de participation (66 % dans tout le Royaume-Uni), auquel s'ajoute le phénomène de la non inscription sur les listes électorales d'un très grand nombre de jeunes, estimé à plus d'un million dans la seule Angleterre. Dans tout le Royaume-Uni, seule l'Ecosse échappe à cette tendance, avec un taux de participation de 71 %.

LE BIPARTISME ATTAQUÉ

Comme dans d'autres pays, ces élections ont été marquées par un affaiblissement du bipartisme. Même si le mode scrutin ne lui a permis d'obtenir qu'un seul député, la droite extrême, raciste et europhobe de UKIP a rassemblé près de 4 millions de voix (12,6 % des votants), une progression (+ 9,5 %) aussi significative qu'inquiétante. Plus positivement, les Verts, qui sont sensiblement plus à gauche que leurs homologues en France et en Europe, ont eux aussi réalisé une percée en réunissant plus d'un million de voix (3,8 %,

contre 0,9 % en 2010) ; mais ils ne sont parvenus qu'à faire réélire leur députée sortante, Caroline Lucas, à Brighton.

Reste à dire un mot des 135 candidats de la TUSC (Coalition syndicale et socialiste) animée par les deux principales organisations de l'extrême gauche trotskyste, Socialist Party et Socialist Workers Party, ainsi que par le syndicat des transports



Manifestation contre l'austérité, le 23 mai 2015 à Manchester, dans le nord de l'Angleterre. La pancarte dit : « Non à l'austérité. Nous voulons faire partie de l'Ecosse » (tiré du site rs21.org.uk).

RMT, qui revendique plus de 80 000 adhérents. A deux ou trois exceptions près, ils n'ont obtenu que des scores confidentiels, de quelques dixièmes de pourcents (36 240 voix au total). Les quelques candidatures « ciblées » présentées par le regroupement antilibéral Left Unity ou, en Ecosse, par le SSP (Scottish Socialist Party), se sont situées dans les mêmes eaux très basses. Signalons toutefois que les résultats de la TUSC ont été meilleurs, en général de deux à quatre fois, aux élections locales qui se tenaient simultanément.

UN ROYAUME DE PLUS EN PLUS DÉSUNI

Dans son texte de bilan post-élections, le groupe Socialist Resistance (qui soutenait les candidats de Left Unity, en Ecosse du SSP et au Pays de Galles du parti nationaliste antilibéral Plaid Cymru – et sinon appelait à voter Labour) a fait une remarque d'une grande importance : « *par-dessus tout, le Royaume-Uni devient électoralement de plus en plus fragmenté. Il y a eu en réalité quatre élections différentes – l'Ecosse, le Pays de Galles, l'Angleterre et le Nord de l'Irlande. Le Labour a gagné avec une avance de près de 10 % au Pays de Galles [sur le second parti, en l'occurrence les Conservateurs, NDIR], les Tories ont gagné de près de 10 % en Angleterre et ont ainsi obtenu une majorité des sièges, le SNP a triomphé en Ecosse et le Nord de l'Irlande a des dynamiques particulières qui lui sont propres.* »²

Effectivement, le Royaume-Uni apparaît de plus en plus désuni. 319 des 331 élus conservateurs l'ont été (avec 41 % des voix) dans la seule Angleterre, dont les zones ouvrières et populaires (une partie de Londres et du Grand Londres, Birmin-

Sinn Fein, sanctionné pour sa participation minoritaire à un gouvernement régional appliquant des politiques à l'opposé de ses proclamations antilibérales. Et puis il y a le cas – très – particulier de l'Ecosse.

Le Labour dominait la vie politique en Ecosse depuis près de 50 ans. En 2010, il y avait emporté 41 sièges sur 59. Le 7 mai 2015 s'est produit ce que beaucoup ont décrit comme une « révolution politique ». Avec 50 % des voix, 1,5 million (contre 20 % et 500 000 voix en 2010) et 56 sièges sur 59, le SNP (Scottish National Party) s'est imposé comme force hégémonique en rayant pratiquement de la carte les travaillistes.

Contradictoirement, malgré l'échec du référendum sur l'indépendance du 18 septembre 2014, le SNP en est sorti qualitativement renforcé. En quelques mois, ses effectifs sont passés de 25 000 à 110 000 membres – pour une population d'un peu plus de 5 millions d'habitants –, grâce à un discours de gauche anti-austérité, très marqué « Old Labour » (du parti travailliste d'avant sa conversion néolibérale)³. Parmi les nouveaux adhérents du SNP,

beaucoup se réclament d'ailleurs anticapitalistes (« *socialists* »).

Au cours de la campagne, la nouvelle dirigeante du SNP, Nicola Sturgeon, a accentué l'orientation défendue avant le référendum. Elle a gagné la sympathie de beaucoup de travailleurs anglais, gallois et irlandais du Nord, en affirmant que dans ces élections, la question n'était pas l'indépendance écossaise mais celle d'une lutte commune de tous les peuples britanniques contre l'austérité et les privatisations. En lui proposant de soutenir un gouvernement travailliste si les Conservateurs étaient

mis en minorité, elle a mis sérieusement en difficulté Ed Miliband, qui s'y refusait au nom de l'unité du Royaume-Uni contre le nationalisme diviseur (une position que le Labour défend en commun avec les Tories), tout en continuant à se situer sur le terrain de l'austérité.

Bien sûr le SNP, sa direction et son programme restent pleinement dans le cadre de l'économie capitaliste. Ils surfent sur une société dont les aspirations se situent beaucoup plus à gauche que dans le reste du Royaume-Uni. Du point de vue des intérêts des travailleurs, cela marque les li-

mites du triomphe du SNP, mais souligne aussi les potentialités qui mûrissent pour l'avenir.

LES PROBLÈMES À VENIR

Réélus avec les mains encore plus libres, les Tories voudront franchir de nouveaux paliers dans les politiques pro-patronales d'austérité, de liquidation des droits des travailleurs et de privatisation des services publics. La première tâche du mouvement ouvrier sera bien évidemment de répondre à ces attaques en tentant de les bloquer.

Dans le même temps, le nouveau gouvernement va faire face à deux autres grands problèmes. Le premier, que la revendication nationale écossaise rend désormais explosif, est celui de l'unité de l'Etat britannique. Cameron a annoncé qu'il va accélérer les dévolutions de pouvoirs, notamment en matière fiscale, à l'Ecosse (mais aussi au Pays-de-Galles et à l'Irlande du Nord). Il compte ainsi, à la fois, réduire l'aspiration indépendantiste et transférer sur le SNP la responsabilité de l'application des politiques d'austérité.

La seconde grande question est celle du lien avec l'Union européenne. Confronté à la pression de UKIP et d'un secteur de son propre parti, Cameron a promis un référendum d'ici la fin 2017 sur le maintien ou non du Royaume-Uni dans l'Union européenne. Une des questions les plus conflictives est celle de l'immigration, soi-disant favorisée par l'UE. Le grand patronat britannique n'est pas favorable à une sortie (et Cameron non plus), mais le nationalisme insulaire reste puissant dans la moyenne et petite bourgeoisie anglaise, qui tentera de se rallier des secteurs de la classe ouvrière. La question est compliquée par le fait que l'Ecosse s'affirme favorable à l'Europe par opposition à la domination britannique.

Reste la question primordiale de la construction d'une alternative anticapitaliste indépendante. Le Scottish Left Project⁴, issu du courant de gauche de la campagne pour l'indépendance incarné par la RIC (Radical Independence Campaign), et qui regroupe avec de nombreux autres militants la quasi totalité des trotskystes écossais, semble en être aujourd'hui l'embryon le plus dynamique. □

¹ Scrutin de circonscription uninominal à un seul tour, le candidat ayant le plus de voix étant élu quel que soit le pourcentage.

² <http://socialistresistance.org/7453/the-implications-of-the-election-result>

³ Sur ce référendum, la situation en Ecosse et le SNP, voir notre article « Ecosse – Un séparatisme très politique... et de gauche », revue l'Anticapitaliste n° 60 de décembre 2014.

⁴ <http://leftproject.scot>. Ce regroupement, politiquement encore à un stade préliminaire, ne présentait pas de candidats aux élections du 7 mai.



gham, les villes du Nord) restent aussi les principales bases travaillistes. Au Pays-de-Galles, les travaillistes ont maintenu leur première place grâce aux zones urbaines des régions de Cardiff et Swansea.

Dans les six comtés d'Irlande du Nord, tous les élus sont membres de partis propres à cette région, qui se définissent à la fois sur une échelle droite-gauche et en fonction de la question nationale ; la victoire des formations de la droite unioniste, plus dure ou plus modérée, s'y est accompagnée d'un premier recul du

ETATS-UNIS

Les émeutes, la révolte et la classe ouvrière noire

PAR LEE SUSTAR

Les manifestations et affrontements de Baltimore, venant après ceux de Ferguson, l'apparition du mouvement Black Lives Matter (« Les vies noires comptent ») s'inscrivent dans une longue tradition de lutte des travailleurs et des pauvres afro-américains. L'article ci-dessous, tiré du site de l'ISO (International Socialist Organization) socialistworker.org¹, replace les événements actuels dans cette perspective historique (traduction Jean-Philippe Divès).

Pour qui connaît un peu les grande révoltes urbaines afro-américaines des années 1960, le soulèvement de ces dernières semaines à Baltimore présente des traits familiers.

Le dernier épisode est une saga en cours de violence policière raciste – dans ce cas, mortelle –, suscitant l'indignation des Afro-américains qui descendent dans la rue. La police se montre hyper agressive, mais les jeunes travailleurs noirs, lassés de voir les flics commettre des meurtres impunément, ripostent. Des politiciens paniqués dénoncent les « émeutiers » dans des termes racistes à peine voilés. Le gouverneur envoie la Garde nationale réprimer le soulèvement avec des moyens considérables.

Mais tout cela s'est déjà produit il y a 50 ans. La différence réside aujourd'hui dans le contexte social, économique et politique. Les révoltes des années 1960 se sont déroulées alors que le mouvement des droits civiques dans le Sud était à son sommet, et dans le cadre d'une économie de plein emploi. Celle de Baltimore est le produit du démantèlement des acquis de ces luttes précédentes.

Les travailleurs afro-américains souffrent aujourd'hui du déclin structurel des emplois industriels, d'une baisse catastrophique de leur richesse du fait de la crise immobilière, des coupes dans les services sociaux et de la politique d'incarcération de masse dont ils sont victimes. Alors que dans les années 1960 les militants disaient s'en prendre à « L'Homme », en se référant à la structure du pouvoir raciste blanc, la

jeunesse de Baltimore fait aujourd'hui face à un maire qui est une femme afro-américaine : Stephanie Rawlings-Blake, la représentante locale d'un establishment national noir qui inclut les anciens et nouveaux procureurs généraux ainsi que le président des Etats-Unis.

Le mouvement *Black Lives Matter* (« Les vies noires comptent ») doit donc s'affronter non seulement au legs de siècles de racisme, mais aussi aux divisions de classe qui séparent la majorité travailleuse de l'establishment politique afro-américain et de la petite mais influente couche de patrons et dirigeants d'entreprise noirs.

Evidemment, beaucoup de figures politiques noires sont sincères dans leur indignation face à la violence policière et aux attaques contre les droits civiques. Le député John Lewis de Géorgie, un héros du mouvement des droits civiques il y a un demi-siècle, était clairement affecté lors du cinquantième anniversaire de la Marche vers Washington, en 2013, quand il évoquait l'attitude de la Cour suprême des Etats-Unis, réduisant à sa plus simple expression la loi sur les droits de vote de 1965.

La question n'est cependant pas les intentions personnelles de Lewis, mais les intérêts de classe que défend l'establishment afro-américain. Lorsque la maire de Baltimore, Rawlings-Blake, dénonce les jeunes Noirs comme des « voyous », ou que le pasteur Al Sharpton compare les militants de *Black Lives Matter* à Ferguson (Missouri) à des « souteneurs », ils montrent clairement que leurs intérêts sont liés à l'ordre social existant.

LES DIVISIONS DE CLASSE DE L'AMÉRIQUE NOIRE

La divergence entre les orientations du mouvement *Black Lives Matter* et la relativement conservatrice classe moyenne afro-américaine est plus évidente que jamais. Mais ce n'est pas nouveau. Les divisions de classe dans l'Amérique noire avaient été mises en évidence lors des révoltes urbaines des années 1960, qui avaient conduit à la formation des organisations politiques de l'ère du *Black Power* [...]

Les émeutes de rue du milieu des années 1960 ont éclaté dans les villes du Nord et du Midwest alors que le mouvement des droits civiques atteignait son apogée, avec le vote des lois sur les droits civiques fédéraux et sur les droits de vote. Tout en étant le plus souvent déclenchées par des violences policières, elles constituaient aussi une expression de la radicalisation politique de la majorité afro-américaine, en dehors du Sud. Dans le Midwest et le Nord, malgré le plus grand boom économique de l'histoire des Etats-Unis, les Afro-américains étaient eux aussi confrontés à une ségrégation au logement et à l'éducation, ainsi qu'à des taux de chômage et de pauvreté disproportionnés.

C'est dans ces conditions explosives que la terreur policière raciste – héritière de 250 ans d'esclavage et de lynchages, prolongés par encore un autre siècle d'apartheid dans le Sud – fut le détonateur. A l'été 1964 [...], il y a eu des émeutes dans une série de villes du Nord [...] Interrogé alors qu'il se trouvait en Egypte, le révolutionnaire noir Malcolm X attribua l'émeute de New York City aux « tactiques

de peur » de la police, visant à intimider les Noirs. « Cela ne marchera pas, car les Noirs n'ont pas peur », disait-il ; « si ces tactiques ne changent pas, cela pourrait provoquer une escalade très, très sérieuse. »²

[...] Les Afro-américains s'affrontèrent à la police dans des combats de rue qui s'élargirent à des destructions de propriétés et des pillages de commerces considérés comme profitant des consommateurs noirs. Mais dans le contexte du mouvement de masse pour les droits civiques, les affrontements au Nord avaient aussi une dimension sociale et politique.

WATTS, POINT DE BASCULE

Cette dynamique est devenue évidente l'année suivante, lors des émeutes de Watts, à Los Angeles [...] Son ampleur, son caractère et sa portée en ont fait un point de bascule entre le mouvement des droits civiques basé dans le Sud et la révolte du Black Power [...]

Les succès électoraux de la droite californienne avaient jeté les bases de la révolte. En novembre 1964, un référendum

de manifestation pour les droits civiques avaient illustré la montée du militantisme noir dans la ville.

Telle était la toile de fond politique du soulèvement de Watts. L'agression policière d'un conducteur noir ne fut que le déclencheur. Débutée le 11 août 1965 – quelques jours après que le président Lyndon Johnson eut promulgué la loi sur les droits de vote –, la rébellion stupéfia le pays du fait de son caractère insurrectionnel. Le 17 août, l'émeute avait embrassé 46 miles carrés et fait 34 morts, dont un seul Blanc. Il y avait eu 1032 blessés et la police avait arrêté 3952 personnes [...] Au plus fort de la crise, la Garde nationale patrouillait dans les rues du centre-ville.

Watts montra que la conscience populaire noire avait dépassé le cadre du mouvement des droits civiques. Lorsque quelques jours après les émeutes, Martin Luther King et l'artiste et militant Dick Gregory se rendirent sur place, des travailleurs noirs huèrent King, qui avait condamné les pillages [...]

qui conduit au sentiment de se retrouver seuls et de devoir recourir à n'importe quel moyen pour attirer l'attention sur sa situation. Le mouvement non-violent du Sud signifie peu de choses pour eux, dans la mesure où nous avons combattu pour des droits dont en théorie ils bénéficiaient déjà. »³

Watts a obligé King à développer une nouvelle stratégie. Dans les deux ans et demi suivants, l'action militante des travailleurs noirs – y compris de nouvelles rébellions de rue – l'amènèrent à redéfinir ses priorités, de la lutte pour le libre accès au logement à Chicago jusqu'à sa campagne en défense des pauvres au moment de son assassinat, trois ans plus tard.

UNE « NÉGOCIATION COLLECTIVE PAR L'ÉMEUTE »

Ces luttes ont été ponctuées d'autres émeutes. En 1966, le ghetto noir de Cleveland, Hough, se soulevait. Il s'ensuivit une vague de militantisme politique noir, ouvrant la voie à l'élection de Carl Stokes comme premier maire afro-américain d'une grande ville. Mais Stokes, qui bénéficiait du soutien des milieux d'affaires libéraux, se retrouva confronté au défi militant d'une organisation nationaliste noire.

Dans le même temps, à Oakland (Californie), deux jeunes militants afro-américains, Huey Newton et Bobby Seale, firent de la violence policière leur priorité immédiate en formant le Black Panther Party – mais en liant cette question à un programme pour l'émancipation des Noirs à travers un programme en dix points, qui exigeait le plein-emploi pour les Noirs et des réparations pour l'esclavage.⁴

L'année 1967 vit de nouveaux et massifs soulèvements des Noirs. Encore une fois, le détonateur fut la violence policière. Mais d'autres revendications entrèrent en jeu. A Newark, dans l'Etat du New Jersey, des travailleurs noirs protestaient

contre la machine politique raciste du Parti démocrate qui bloquait la représentation politique des Afro-américains. Quelques jours plus tard, Detroit – alors le centre de l'industrie automobile US – explosait en réponse à des violences policières.



En juillet 2013 à Beverly Hills (Californie). DR.

avait vidé de leur contenu les lois de l'Etat sur l'égalité d'accès au logement, montrant ainsi aux travailleurs noirs que l'Etat prétendument libéral perpétuait la ségrégation raciale quand bien même elle était mise hors-la-loi dans le Sud. Le mois suivant, une étude du ministère US du commerce, intitulée « Le noyau dur du chômage et de la pauvreté à Los Angeles », détaillait la crise du logement, le taux élevé des maladies et d'autres problèmes. En mars 1965, cinq journées successives

Dans une déclaration à la presse d'août 1965, King offrit une analyse : « après avoir visité la zone des récentes émeutes et parlé à des centaines de gens de toutes les couches sociales, mon opinion est que ces émeutes sont le produit du désespoir qui étreint des gens qui ne voient pas de solution à leurs difficultés économiques [...] Il y a aussi une désillusion et un ressentiment croissants envers la classe moyenne noire et la direction qui en a émergé. Cette brèche qui ne cesse de s'élargir est un problème sérieux,

Comme la Commission nationale sur les causes et la prévention de la violence le montra dans un rapport⁵, la plupart des participants aux émeutes ne faisaient pas partie d'une « sous-classe » au chômage [...] Dans le cas de Watts, selon le rapport, « la grande majorité » des émeutiers était « actuellement salariée », bien que 25 % des diplômés de l'enseignement secondaire se trouvaient au chômage. A Detroit, selon ce rapport, « l'émeutier moyen était un adolescent ou un jeune adulte, résidant de longue date dans la ville, ayant décroché de l'école ; il était cependant plus éduqué que ses voisins noirs n'ayant pas participé aux émeutes, et se trouvait en général sous-employé ou employé dans des petits boulots. Il était fier de sa race, extrêmement hostile tant aux Blancs qu'aux Noirs de la classe moyenne et, bien qu'informé des questions politiques, très méfiant envers le système politique. »

Les soulèvements réussirent souvent à arracher des concessions aux autorités locales, régionales et nationales, par exemple une baisse du harcèlement policier ou des dépenses sociales accrues. Les Independent Socialists, prédécesseurs de l'ISO, donnèrent à cette dynamique le nom de « négociation collective par l'émeute ».

VERS LES LIEUX DE TRAVAIL

L'action militante des travailleurs noirs se transposa rapidement aux lieux de travail où les travailleurs disposaient de droits collectifs. En 1968, le syndicat UAW (United Auto Workers) estimait que près de la moitié des travailleurs des usines automobiles de la zone de Detroit étaient des Noirs. En mai de cette année, les travailleurs afro-américains de l'usine Chrysler de Dodge Main lancèrent une grève sauvage et une nouvelle organisation, le Mouvement syndical révolutionnaire de Dodge (DRUM). Comme en témoigne le livre *Detroit. I Do Mind Dying*⁶, ce n'était pas une action spontanée, mais le produit d'années d'organisation, accéléré par l'éveil de la rébellion de 1967. Le DRUM donna naissance à un réseau plus large, la Ligue des travailleurs noirs révolutionnaires. Comme le Black Panther Party, la Ligue revendiquait le nationalisme noir et le socialisme. Mais à la différence des Panthers, elle affirmait que les travailleurs

noirs avaient spécialement intérêt à une transformation socialiste de la société et à la formation d'un pouvoir politique qui permette de la réaliser. Comme l'un de ses dirigeants, John Watson, l'affirmait, « nous nous opposons à l'idée que la solution à nos problèmes serait un nouvel establishment économique avec des capitalistes noirs, des propriétaires d'entreprise noirs, exploitant des travailleurs noirs comme les Blancs le font aujourd'hui. Nous voyons la solution au problème non comme simplement la constitution d'une communauté nationale, mais comme celle d'une communauté où sera éliminée toute forme d'exploitation et d'oppression. »⁷

La Ligue des travailleurs noirs révolutionnaires fut à cette époque le plus avancé des regroupements militants noirs, et eut un écho significatif dans le mouvement ouvrier. Concentrés dans des secteurs clés de l'industrie, confrontés à des patrons qui les cantonnaient aux emplois les plus pénibles et dangereux, et frustrés par des responsables syndicaux qui ne défendaient pas vraiment leurs intérêts, les militants afro-américains s'emparèrent de questions qui concernaient également les travailleurs blancs – dont beaucoup participèrent aux grèves sauvages et à d'autres actions dirigées par des Noirs. Ils jouèrent un rôle central dans les mouvements de grève des années 1970.

L'ESTABLISHMENT NOIR ET LE PARTI DÉMOCRATE

Après l'assassinat en 1968 de Martin Luther King, les actions de la classe ouvrière noire entrèrent en confrontation directe avec l'Etat, dans ce qui fut le mouvement de contestation populaire le plus important depuis la Guerre civile. L'historien Clay Risen soulignait que les émeutes avaient touché 125 villes des Etats-Unis. « A Washington, Chicago et Baltimore, il fallut des dizaines de milliers de soldats de l'armée régulière et de Marines » pour réduire les soulèvements. « Quant ils prirent fin, 39 personnes avaient été tuées, 2600 blessées et 21 000 arrêtées [...] »⁸ A Washington, les manifestants parvinrent à deux rues de la Maison-Blanche.

Les « émeutes Martin Luther King », comme on les dénomma alors, furent les plus importantes des années 1960. Par la suite, la classe moyenne noire connut une expansion rapide, le nombre des élus noirs se multiplia et l'enseignement supérieur, les services gouvernementaux et le grand patronat adoptèrent

sous la pression du mouvement de masse des programme *d'affirmative action*⁹.

La Parti démocrate devint une voie rapide pour l'establishment noir, drainant jusqu'à d'ex-révolutionnaires comme Bobby Rush, un ancien Black Panther de Chicago [...] La Convention politique nationale des Noirs¹⁰ tenue en 1972 à Gary (Indiana), ville du premier maire afro-américain, marqua pour de nombreux militants des droits civiques et du pouvoir noir la transition vers la normalité du Parti démocrate.



Il ne fallut pas longtemps pour que les divisions de classe de l'Amérique noire apparaissent ouvertement. En 1973, Maynard Johnson, le nouveau maire afro-américain d'Atlanta, brisa une grève de travailleurs noirs de la santé – cinq ans seulement après que Martin Luther King eut été assassiné à Memphis (Tennessee) alors qu'il y soutenait une grève de travailleurs noirs de la santé.

Atlanta devint pourtant le modèle d'une nouvelle génération de politiciens afro-américains, tel Harold Washington, qui surmonta l'opposition raciste pour se faire élire maire de Chicago en 1983. De nombreuses villes, théâtre des plus fortes rébellions des années 1960 – y compris Newark et Detroit –, se retrouvèrent gérées par des maires noirs. En même

temps, les conditions de vie de la majorité noire continuaient de se détériorer.

LOS ANGELES 1992, UN « SOULÈVEMENT SOCIAL »

Le plus grand soulèvement urbain de l'histoire des Etats-Unis survint en 1992 à Los Angeles. Cette fois, l'étincelle fut l'acquittement de quatre flics jugés pour le tabassage d'un automobiliste noir, Rodney King. Le maire était alors Tom Bradley, un ex-flic afro-américain en place depuis 19 ans [...] Une démonstration de force écrasante finit par ré-

mière grande réponse sociale à une révolution économique qui a commencé il y a des années. »

La « révolution économique » à laquelle Rodriguez se réfère – le transfert de richesses des travailleurs vers les riches, le recul des dépenses sociales et les politiques pro-patronales connues sous le terme de néolibéralisme – a créé un cadre radicalement différent. Les révoltes noires de l'époque de Watts se produisaient dans le cadre d'attentes vis-à-vis d'une économie en expansion, après une décennie de lutte pour les droits civiques et de mouve-

Ces lois conduisirent à une incarcération de masse des hommes afro-américains et à ce que l'auteure Michelle Alexander a appelé « un nouveau Jim Crow »¹², suite à la perte de droits démocratiques (droit de vote et accès à l'emploi) des hommes noirs comme conséquence de leur emprisonnement ou de restrictions légales après jugement.

La pression sociale et politique exercée sur l'Amérique noire s'est intensifiée après la Grande Récession de 2009, qui a effacé ce que les Afro-américains avaient accumulé depuis des décennies. L'élection du premier président afro-américain et le développement consécutif de l'establishment politique noir n'ont rien fait pour inverser cette tendance.

La rébellion de Baltimore est une réponse à cette situation. Si la cause immédiate a été, comme à Ferguson, la violence raciste de la police, la lutte qui s'est engagée pose de nouvelles questions, non seulement sur les cas rampants d'abus policiers dans tout le pays, mais aussi sur les intérêts de l'establishment politique noir qui gère Baltimore.

Un demi-siècle après que Martin Luther King avait vu dans la rébellion de Watts la preuve d'« une désillusion et un ressentiment croissants envers la classe moyenne noire et la direction qui en a émergé », une nouvelle génération parvient à des conclusions similaires. A l'époque, cette crise avait favorisé le développement du mouvement du Black Power ainsi que des politiques révolutionnaires aux Etats-Unis. Aujourd'hui, le mouvement Black Lives Matter est confronté au défi de construire sa propre alternative politique dans la lutte qui se poursuit pour la justice et la libération raciales. □

1 <http://socialistworker.org/2015/05/06/rebellion-and-the-black-working-class>. Les intertitres sont de notre rédaction. Quelques coupes ont été effectuées et sont signalées entre crochets. Sur Ferguson et le contexte actuel, voir l'article de Stan Miller, « A Ferguson, révolte contre un système d'oppression », revue l'Anticapitaliste n° 60 de décembre 2014.

2 http://www.nytimes.com/1964/07/21/malcolm-x-lays-harlem-riot-to-scare-tactics-of-police.html?_r=0

3 <http://www.thekingcenter.org/archive/document/mlk-press-statement-regarding-riots-los-angeles>

4 <https://www.marxists.org/history/usa/workers/black-pantners/1966/10/15.htm>

5 <http://www.eisenhowerfoundation.org/docs/kerner.pdf>

6 <http://www.haymarketbooks.org/jpb/Detroit-I-Do-Mind-Dying>

7 <https://www.marxists.org/history/erol/1960-1970/watson.pdf>

8 <http://www.theguardian.com/commentisfree/2008/apr/04/thelegacyofthe1968riots>

9 « Discrimination positive » selon la – mauvaise – traduction française de ce terme, qui désigne une action de rééquilibrage en faveur des minorités marginalisées.

10 <http://socialistworker.org/2013/03/22/the-national-black-political-convention>

11 <http://www.npr.org/2014/09/12/347736999/20-years-later-major-crime-bill-viewed-as-terrible-mistake>

12 Les « lois Jim Crow » désignent les mesures de ségrégation raciale mises en place dans le sud des Etats-Unis entre 1876 et 1965.



Le 13 décembre 2014 à New York. DR.

duire l'émeute au bout de quatre jours, mais mit aussi en évidence l'ampleur de la confrontation. Stanley Sheinbaum, président de la commission de police de Los Angeles, déclara : « vous avez là un soulèvement social. »

Quoique fréquemment qualifié d'« émeute raciale », parce qu'ayant eu son épiscentre dans les quartiers afro-américains, le soulèvement de Los Angeles fut en réalité une rébellion multiraciale des travailleurs et des pauvres contre l'inégalité et le racisme. Comme l'affirmait le journaliste de Los Angeles Luis Rodriguez, « dans tout le pays, toute sorte de gens ont protesté contre le verdict dans l'affaire Rodney King, indépendamment de leur couleur de peau. On continue à nous gaver avec la "race", mais la question est ici de classe. La violence à Los Angeles a été la pre-

ments larges anti-guerre et sociaux [...]

LE DÉFI DE BALTIMORE

Après la rébellion de Los Angeles, la répression au nom de « la loi et l'ordre » atteignit des niveaux inégalés. En 1994 en Californie, les électeurs approuvèrent par référendum des peines incontestables de 25 ans de prison pour quiconque était condamné trois fois dans des affaires pénales. La même année, Bill Clinton et le Congrès contrôlé par les Démocrates adoptèrent la loi sur la surveillance des crimes avec violence et l'application de la Loi, qui aggrava les peines de prison et fit décoller les dépenses pour le système carcéral. « Les gangs et la drogue se sont emparées de nos rues et ont miné nos écoles », déclarait Clinton en faisant sien le langage raciste codé des Républicains.¹¹

Social-démocratie : une crise profonde

PAR FRANÇOIS SABADO

« Gauche réformiste, fin de l'histoire ? » C'est le thème d'un des derniers débats organisés sur le site Mediapart. Il est vrai que face aux derniers développements de la social-démocratie en Europe, la question mérite d'être posée.

Dans un contexte de poussée des forces de droite et d'extrême droite, les débâcles ou défaites électorales des partis socialistes en France, en Espagne, en Belgique, en Grèce, dernièrement en Grande-Bretagne, et les pertes militantes substantielles pour les syndicats et les partis réformistes dans toute l'Europe, constituent le décor de cette crise. Cela ne signifie pas la fin de la social-démocratie : les partis socialistes, même affaiblis, peuvent jouer un rôle important dans leurs pays respectifs. Mais le font-ils encore comme des partis de « la gauche réformiste » ?

UNE « PASOKISATION » ?

Chaque parti a son histoire et les différences sont notables entre, d'une part, les liens qui unissent la social-démocratie allemande ou le Labour Party britannique au mouvement syndical et, d'autre part, ceux plus distanciés du Parti socialiste français avec le mouvement syndical. Mais ils subissent tous plus ou moins un recul important. Certains, comme en Allemagne dans les années 1990, ont connu une perte massive d'adhérents tout en se maintenant comme force de premier plan. D'autres, tel le Pasok en Grèce, se sont effondrés. D'autres encore, comme en France ou en Espagne, connaissent des crises qui les affaiblissent substantiellement. Globalement leurs rapports au mouvement populaire, sapés par leur soutien aux politiques d'austérité, sont de plus en plus faibles.

Il serait cependant hasardeux de prévoir leur disparition. Les pronostics sur une « pasokisation » de toute la social-démocratie européenne, à l'image de l'effondrement du Pasok grec, ne se sont pas à cette étape vérifiés. L'histoire de ces partis, leur insertion dans les institutions, leur fonctionnalité dans les systèmes bourgeois d'alternance leur per-

mettent de continuer à jouer un rôle politique important. Le PS portugais est donné vainqueur des prochaines élections. Le Labour Party a perdu les élections mais il a obtenu 30 % des suffrages. Les partis français et espagnols reculent substantiellement mais les sondages leur promettent encore un score autour de 20%. Bref, le « cas Pasok » ne s'est pas généralisé. Son effondrement est lié aux caractéristiques de la situation en Grèce, à une conjonction de la crise économique et d'une crise de l'Etat qui se traduit par la dislocation de nombre de ses institutions.

Gardons-nous donc des généralisations hâtives. Il est nécessaire de suivre la situation de chaque parti socialiste pour déterminer l'action politique dans chaque pays. Des tournants brusques sont à prévoir : comment le PSOE maîtrisera-t-il sa crise de direction et résistera-t-il à la poussée de Podemos ? Quelle sera la situation du PS en France si son candidat n'est pas au deuxième tour d'une élection présidentielle, qui verrait alors s'affronter la droite et l'extrême droite ?

La situation de la social-démocratie s'est structurellement fragilisée. En effet, au-delà des réalités électorales et organisationnelles, des hauts et des bas que vivent les partis socialistes, ceux-ci sont directement percutés par les changements historiques de la situation mondiale. Les effets économiques et sociaux de la crise du capitalisme globalisé, les nouveaux rapports de forces entre les classes marqués par la nouvelle offensive néolibérale et la déconstruction des conquêtes sociales arrachées par le mouvement ouvrier et, enfin, le poids du bilan historique du siècle dernier sur les idées, les valeurs, les programmes de transformation de la société, ont profondément changé la nature des partis socialistes. Ce n'est plus la « même » social-démocratie,

ce n'est « même plus » la social-démocratie !



LA SOCIAL-DÉMOCRATIE DE LA CONTRE-RÉFORME NÉOLIBÉRALE

La longue durée de la contre-réforme néolibérale et son accélération depuis le début de la crise de 2008 ont entraîné une mutation qualitative de la social-démocratie. Dès qu'elle est au

pouvoir, elle se comporte comme un agent direct et zélé de l'Union européenne, de la Troïka et de ses politiques d'austérité. Cette transformation s'est traduite par une intégration sans précédent des appareils de la social-démocratie dans les sommets de l'Etat et de l'économie globalisée. Les partis socialistes sont devenus « de moins en moins ouvriers et de plus en plus bourgeois ». La brutalité des politiques néolibérales endossées par la social-démocratie sape ses bases sociales et politiques. Cela a même conduit des organismes

couches moyennes. Bref, il fallait « changer de peuple ». La composition des organes de direction s'est elle aussi modifiée : les enseignants, les bureaucrates syndicaux, les avocats (« les bistrotiers », ajoutait Trotsky), ont laissé place aux énarques, technocrates et financiers. Au point que les partis socialistes connaissent une espèce de dévitalisation, une rupture avec des pans entiers de leur histoire, une perte d'adhérents et un remplacement de plus en plus important des militants par des professionnels de la politique,

nale » qui dominent aujourd'hui en Europe poussent dans le même sens. Il ne s'agit pas d'une énième politique d'austérité appliquée par des gouvernements de gauche : les processus actuels changent la nature de ces partis. Plus la crise s'approfondit, plus la social-démocratie s'adapte et n'a plus d'autre choix que de devenir une pièce maîtresse du dispositif néolibéral.

Comment expliquer cette transformation ? D'aucuns pensaient que sous les effets de la crise des secteurs des classes dominantes, et à leur suite les partis de l'Internationale socialiste en Europe, allaient s'orienter vers des politiques keynésiennes ou néo-keynésiennes, de relance de la demande, d'intervention publique plus forte. Au contraire, les partis socialistes ont relayé, quand ils n'en ont pas été à l'initiative, les politiques d'austérité, en particulier avec la brutalité qu'on connaît en Europe du sud. Aucune classe dominante ni aucun Etat ne reprend à son compte des politiques keynésiennes ou de compromis sociaux. Au contraire, ces secteurs utilisent la crise pour accroître les taux d'exploitation et de plus-value. La concurrence inter-capitaliste les conduit à une marche forcée pour baisser le niveau de vie de millions de gens. Mais au-delà des grandes tendances économiques, il y a un problème politique : le choix keynésien est le produit de rapports de forces imposés par les luttes de classe. Ce sont la Révolution russe et les poussées des luttes des années 1930, ou celles de l'après-guerre et des années 1960, qui ont imposé de telles politiques aux bourgeoisies et aux Etats. Aujourd'hui, la dégradation du rapport de forces au détriment des classes populaires n'oblige en rien ceux d'en haut à des politiques de concessions ou de compromis sociaux. A l'inverse, ils redoublent leurs attaques en imposant l'austérité et ils dictent cette politique à leurs « lieutenants » sociaux-démocrates. Du Pasok grec aux autres partis socialistes d'Europe du sud, en passant par l'ensemble de l'Internationale socialiste, règnent les politiques de soumission à la dette, de respect de la « règle d'or » de l'austérité budgétaire, de dé-



Un spectre hante la social-démocratie européenne, la « pasokisation »... Ici, au temps de sa splendeur électorale révolue. DR.

de réflexion politico-idéologiques du PS français comme « Terra nova », à préconiser un changement des bases et des cibles sociales de la social-démocratie. Il fallait remplacer les ouvriers et les employés par les techniciens supérieurs, les cadres, les

élus, assistants ou attachés de ces mêmes élus, une clientèle dépendante de ces partis. Les politiques de l'Union européenne suivies par les dirigeants socialistes ont aggravé cette mutation qualitative. Les politiques d'« union natio-



fense des intérêts patronaux.

LA TRANSFORMATION BOURGEOISE DE LA SOCIAL-DÉMOCRATIE

Ce processus est inégal selon les pays, en particulier selon que les partis soient au pouvoir ou dans l'opposition. Mais toute la social-démocratie connaît ces processus de transformation. On ne peut donc se contenter d'aligner toutes les trahisons de la social-démocratie depuis le 4 août 1914, ou leurs expériences de gestion des affaires capitalistes tout au long du XX^e siècle, pour ne retenir que les continuités historiques sans noter une profonde rupture dans les dernières années.

La durée de la longue contre-réforme néolibérale et son accélération depuis le début de la crise ont considérablement réduit les marges de manœuvres du réformisme classique. La brutalité des dirigeants de l'Union européenne avec la Grèce confirme qu'ils veulent interdire toute expérience, même limitée, de gestion réformiste. Du coup « il n'y a plus de grain à moudre », pour reprendre la formule de l'ancien dirigeant de Force Ouvrière, André Bergeron.

Prenons l'exemple de la France : ce n'est pas la première fois que les PS défendent et appliquent des politiques bourgeoises, ou qu'ils participent à des gouvernements bourgeois. Ils se sont même effondrés après la guerre d'Algérie. Mais ils ont pu reconstruire un nouveau PS au congrès d'Épinay, en surfant sur l'après Mai 68. Aujourd'hui en revanche, après cette longue durée d'intégration dans la contre-réforme libérale, et la descente aux enfers qu'il connaît actuellement, on ne voit pas comment le PS pourrait se reconstruire en renouant avec les classes populaires. Car depuis plusieurs décennies, il n'applique pas n'importe quelle politique bourgeoise : il remet en cause tous les équilibres sociopolitiques qui permettaient précisément à la social-démocratie de remplir la « double fonction réformiste » qui visait, même quelquefois de manière impossible, à obtenir des compromis sociaux favorables aux travailleurs tout en sauvegardant l'ordre capitaliste. La contre-réforme néolibérale

interdit cette « double manœuvre » réformiste.

Ajoutons à cela que les tendances autoritaires actuelles des régimes bourgeois et la perte de substance « démocratique, même bourgeoise » des institutions parlementaires conduisent à une rétraction de la base politique des PS. Sous des formes différentes, les partis socialistes peuvent se transformer en partis bourgeois. Deviennent-ils pour autant des partis bourgeois comme les autres ?

Pas tout à fait, puisque le fonctionnement de l'alternance exige des PS qu'ils marquent leur différence avec les autres partis bourgeois. Certains restent liés, par leur origine historique, au mouvement ouvrier, bien que les liens avec leur base sociale et politique soient de plus en plus distendus. Il reste aujourd'hui encore des traces de cette histoire qui créent autant de contradictions et d'oppositions au sein de ces partis. Ils peuvent garder un certain rapport au peuple de gauche, même s'il est de plus en plus distendu.

Cette mutation qualitative, si elle allait jusqu'au bout, transformerait ces partis en « partis démocrates à l'américaine ». Type de transformation qu'a connu non un parti social-démocrate, mais le Parti communiste italien, devenu parti bourgeois de centre-gauche. En fonction de l'histoire de la gauche dans chaque pays, les nécessités de l'alternance politique peuvent néanmoins inciter à ce que ces partis ne soient pas des partis bourgeois comme les autres. Dans les pays où l'histoire du mouvement ouvrier reste vivante et où la social-démocratie est encore forte, cette dernière ne peut jouer un rôle clé dans le jeu et les institutions politiques que parce qu'elle se réclame encore d'une histoire « social-démocrate » et d'un certain rapport à des secteurs des classes populaires. Mais les partis socialistes de ce début du XXI^e siècle n'ont plus grand chose à voir avec ceux des XIX^e et XX^e siècles. Ces partis, qui organisaient et représentaient des secteurs du mouvement ouvrier, tournent le dos à cette histoire et se jettent à corps perdu dans la conversion néolibérale, plus néolibérale que « social-libérale » d'ailleurs.

Cette transformation néolibérale de la social-démocratie est bien engagée, mais elle n'est pas suffisante, pour les courants les plus à droite des

partis socialistes. En France par exemple, Valls a déclaré plusieurs fois qu'il fallait liquider toutes les références social-démocrates. Macron, banquier et ministre des finances de Hollande, a renchéri en appelant lui aussi à l'abandon de « toutes les vieilleries de la gauche ». Ce qu'ils veulent, c'est transformer le processus en cours – bien engagé, encore une fois – en tendance achevée, quitte à casser le parti socialiste.

Cette confrontation peut exploser en cas d'une défaite du PS aux prochaines présidentielles de 2017. Les droites socialistes sont aujourd'hui à l'offensive mais force est de constater que face aux tenants de la marche forcée vers la transformation néolibérale, les diverses oppositions ne renouent pas avec un réformisme classique et encore moins avec les idées des courants de gauche historiques de la social-démocratie. Les politiques néolibérales ne sont corrigées qu'à la marge. Christian Paul, premier signataire de la motion des frondeurs pour le prochain congrès du PS, a voté pour le traité budgétaire. Il a aussi voté pour l'ANI et l'allongement de l'âge de la retraite. Autrement dit, il n'a repris aucun des marqueurs traditionnels d'une éventuelle gauche socialiste. De même Martine Aubry, « critique » du gouvernement, s'est en fin de compte alignée sur la motion appuyée par Hollande et Valls. Les années de contre-réformes néolibérales et les reculs qu'a connus le mouvement ouvrier en Europe sont passées par là. L'horizon de ceux qui, au sein des partis socialistes, s'opposent aux trahisons les plus criantes, reste borné par les fondamentaux des politiques néolibérales.

Ces changements de la social-démocratie ont des conséquences sur le plan de l'orientation politique des anticapitalistes. La perspective d'une politique et d'un gouvernement de rupture avec les politiques d'austérité ne peut s'accompagner d'alliances avec les partis socialistes. Enfin, à l'instar des expériences de Syriza et de Podemos, et au-delà des problèmes politiques discutés dans ces formations, ces exemples montrent que pour avancer dans la construction d'une alternative politique, celle-ci doit se former à l'extérieur de la gauche traditionnelle, une gauche « qui n'est même plus réformiste ». □

GRANDE-BRETAGNE

Bye bye Labour

PAR RICHARD SEYMOUR

L'article ci-dessous a été écrit peu avant les élections générales du 7 mai 2015¹. Il peut aujourd'hui être lu comme une explication, notamment, de la grave défaite que le Labour Party vient d'y subir (traduction et notes, Jérôme Beuzelin).

Dans *The Absence of War*, la pièce de David Hare, la vie de Georges Jones, chef de parti aux allures de Kinnock², est une tragédie. Il doit accepter de voir son humour, sa passion et ses talents d'improvisation être progressivement laminés par la mécanique de son parti, lequel ne vise qu'à dépasser les Tories sur leur droite. Ses membres obéissent religieusement aux sondages, et pourtant les électeurs ne sont pas au rendez-vous. Ils font ce qu'il faut, de l'avis général, pour gagner, mais sans résultat. Incapables de comprendre pourquoi, ils finissent par affronter les échéances électorales comme on se jetterait dans une turbine, et en sortent en lambeaux.

De nos jours, les principales personnalités du Labour n'ont plus rien de tragique. Ed Miliband licencie la procureure générale de son cabinet fantôme³, Emily Thornberry, pour avoir « manqué de respect » au propriétaire d'une fourgonnette blanche. Ed Balls, ministre de l'économie du cabinet fantôme, après avoir abandonné sa brève tentative d'opposition aux politiques d'austérité de la coalition, cherche désormais la respectabilité en promettant d'honorer toutes les restrictions budgétaires du gouvernement. Rachel Reeves, chargé dans le cabinet fantôme du travail et des retraites, s'aliène sans motif les chômeurs et les bénéficiaires d'allocations – catégories qu'elle confond, alors que la plupart des allocataires sont en fait salariés – en répétant avec insistance que « *le Labour n'est pas le parti des sans emplois* ».

AUSTÉRITÉ ET « BRITANNITÉ »

Tout ceci illustre bien le glissement maladroite des travaillistes vers la droite dans l'espoir d'étendre leur base. Le véritable résultat, c'est que des pans entiers de cette base ont basculé vers le Scottish National Party, Plaid Cymru (au Pays de Galles), les Verts ou même UKIP. Les travaillistes ne manquent pourtant pas de prendre des initiatives politiques populaires, depuis le rejet du Health and Social Care Act (contre-réforme du système

de santé) ou de la taxe sur les chambres inoccupées, à l'imposition du gel du prix des carburants ou du contrôle des loyers. Ce qui leur manque, c'est un projet.

Les travaillistes prétendent que la seule chose qui compte est de s'affronter à « *la crise du coût de la vie* ». Mais ayant accepté la camisole de l'austérité, que pourraient-ils réellement y faire ? Il est quand même difficile de ne pas rattacher la plus longue baisse du niveau de vie depuis cinquante ans aux politiques d'austérité, qui ont retardé la croissance et supprimé des compléments de revenus essentiels pour la classe ouvrière. L'engagement d'Ed Balls à poursuivre les restrictions signifie que les travaillistes ne peuvent, au mieux, que bricoler aux marges de la crise. Dans certains cas, comme lorsqu'ils s'accordent de facto avec les Tories pour supprimer les allocations chômage pour les moins de 25 ans, ils ne font que copier la politique conservatrice. Mais, même si cette mesure atteignait son but proclamé, en forçant les jeunes chômeurs à accepter des emplois aux salaires de misère, en quoi le niveau de vie aurait-il été amélioré ?

Pire, les travaillistes ont accepté tous les dogmes des conservateurs. Le secteur privé sait mieux ce qui est bon pour la croissance. La City est intouchable : on peut la tancer, jamais l'affronter pour de bon. Le chômage est une forme de dépendance, dont le mieux à faire est de la discipliner par le marché. La compétition est la loi de toute vie économique et sociale, et le rôle de l'Etat est de l'encourager et d'y garantir la participation publique. Quant à l'Etat Britannique et ses engagements militaires, il sont sacro-saints.

Dans les mois précédant le référendum sur l'indépendance écossais – le seul exemple récent de participation démocratique un tant soit peu massive et enthousiaste au Royaume-Uni –, les travaillistes se sont retrouvés en campagne aux côtés des conservateurs, avec pour seul résultat que lors des élections de mai ils seront quasi éradiqués au Nord de la frontière. Cette position a logiquement conduit les travaillistes à attaquer bien plus violem-

ment le SNP que les Tories, et Miliband a même été obligé, sous la pression de ces derniers, d'exclure toute coalition post-électorale avec le SNP, ce qui pourrait bien sonner le glas de toute perspective de gouvernement travailliste viable. Graduellement, le Parti Travailliste a fini par accepter l'essentiel de la « vision » conservatrice, ne serait-ce que parce qu'il n'en a aucune qui lui soit propre. La *Wel-tanshawung*⁴ des conservateurs est complexe, ses relents racistes et autoritaires tempérés par un cosmopolitisme pro-business et un libéralisme de marché. Mais il n'aura pas fallu trente ans aux travaillistes pour l'assimiler : « bon sens » de droite vis-à-vis des marchés et des dépenses publiques, attitude répressive quant à la sécurité et la justice criminelle (la population carcérale et les effectifs policiers ont crû sous les travaillistes plus vite que sous les gouvernements conservateurs ; la législation anti-terroriste et les ASBOs⁵ ont proliféré), et maintenant politique migratoire.

Peu après l'intronisation de William Hague à la tête des Tories en 1997, le Labour a repris leur rhétorique sur les demandeurs d'asile et les gitans. Sa réponse aux émeutes d'Angleterre du Nord en 2001, qui avaient vu de jeunes asiatiques⁶ s'affronter à l'extrême droite et à la police, a été d'incriminer la tendance des asiatiques à l'auto-ségrégation. S'en suivirent des années d'exhortations autoritaires à accepter la « britannité »⁷. Mais, comme l'a affirmé l'éditorialiste Dan Hodges, « *singer le langage du BNP n'a fait que booster le BNP* »⁸. C'était également offrir à Cameron une occasion en or pour ridiculiser la politique raciale à la « Alf Garnett »⁹ des premiers rangs travaillistes et pour promettre de « *renverser l'érosion substantielle des libertés publiques vécue sous le gouvernement travailliste* ».

A en juger par cette fastidieuse récapitulation d'idées conservatrices par les travail-





listes, on s'attendrait à ce que leur problème principal fût la domination écrasante des conservateurs. Mais la part des voix dévolue aux Tories stagne sans rémission au même niveau, aux alentours de 30 à 35 %, depuis le Mercredi Noir de 1992¹⁰. La question de l'Europe a mortellement divisé sa base, et une coalition grandissante de petits patrons, de traders solitaires et de cow-boys hyper-atlantistes se sont ralliés à des challengers tels que UKIP. Le monde des affaires, qui domine traditionnellement les sommets conservateurs, apprécie sans aucun doute les fruits du libre marché européen, mais de nombreux petits entrepreneurs n'exigent que le droit d'employer de la main-d'œuvre précaire et pas chère, ce qui veut dire le moins possible de régulation bruxelloise.

NÉOLIBÉRALISME, DETTE PUBLIQUE ET CRISE DE LA DÉMOCRATIE REPRÉSENTATIVE

Aux racines du dilemme de Miliband se trouve une crise de la démocratie représentative qui n'est pas propre au Royaume-Uni mais affecte toutes les démocraties développées. Son contexte est la montée de la dette publique à travers le monde industrialisé, dont la cause première est l'effondrement des revenus du fait de la récession globale, et le corollaire, la nécessité de soutenir l'activité par des sauvetages bancaires sans précédent. Mais le problème est chronique : il a été détecté dès les années 1970. Parmi les causes essentielles de l'accroissement de l'endettement public, on trouve le ralentissement des taux de croissance comparativement à l'après-guerre, un basculement démographique qui a accru la part de la population dépendante vis-à-vis de celle en âge de travailler, et un remplacement de l'industrie par les services, secteur moins profitable qui génère donc moins de rentrées fiscales. Mais, à l'époque de Thatcher et Reagan, le coupable était tout trouvé : c'était le consensus keynésien d'après-guerre ; il avait bridé le marché, augmenté l'inflation, et la dépense publique avait dépassé la base productive de l'économie. Les gouvernements successifs – Thatcher dans les années 1980, Clinton une décennie plus tard, Schröder et Blair dans les années 2000 – ont tous cherché à réformer l'Etat pour réduire les coûts. On a taillé dans toutes les dépenses non impératives, et le secteur public a été restructuré par l'introduction de marchés internes.

duction de marchés internes.

Le résultat n'a pas été un Etat plus petit, ni même plus efficace (l'introduction de marchés internes dans le Service National de Santé¹¹, par exemple, a fait exploser les frais généraux de 3 à 15 % des coûts), mais un Etat plus pro-business et moins démocratique, et ce, sans que dans la plupart des cas les déficits publics ne fussent significativement réduits. Aux USA, la guerre-éclair de Clinton contre la sécurité sociale et les politiques pro-Wall Street n'ont produit qu'un bref surplus budgétaire en fin de mandat, et au Royaume-Uni, les gouvernements ont présenté des déficits tous les ans, sauf six, depuis 1979, avec une tendance générale à la hausse dès avant 2008. La hausse spectaculaire du chômage, utilisée pour contenir l'inflation et écraser les syndicats, n'a fait qu'exacerber ce problème de dette publique.

Wolfgang Streeck et Amin Schäfer, dans *Politics in the Age of Austerity* (2013), expliquent que du contrôle des dépenses résulte un amaigrissement de la part du budget disponible pour les programmes non impératifs, une part croissante du budget étant engloutie dans le paiement de la dette et autres dépenses prioritaires. Étant donné le talent des plus riches à faire pression contre les hausses d'impôt, en commençant par évader ce dernier, il est de plus en plus difficile de lever les fonds nécessaires aux services existants. Les impôts indirects sur la consommation – qui frappent en premier lieu les plus pauvres – ont été relevés ou mis en place, mais la tolérance politique vis-à-vis de ces mesures est faible.

La marge de manœuvre des Etats est de ce fait de plus en plus étroite, alors que l'hégémonie croissante de la doctrine néolibérale dans le discours public tend à interdire toute politique « inamicale » vis-à-vis des marchés. Dans cette situation, des interventions modestes sur les marchés telles que le gel temporaire des coûts de l'énergie peuvent encore être possibles, mais la nationalisation des compagnies d'énergie ne sera jamais sérieusement envisagée. Du fait de ce rétrécissement des choix démocratiques, les citoyens perdent tout intérêt pour les politiques menées à Westminster, hors lorsqu'elles encouragent le ressentiment, en ciblant les obèses, les handicapés, les Ecossais, les mères célibataires, les immigrés et ainsi de suite.

Dès lors qu'on demande à chacun de se débrouiller par soi-même, les attentes vis-à-vis de la démocratie parlementaire ont eu tendance à se réduire, tout comme la

participation. Celle-ci s'est effondrée à travers toutes les démocraties développées, particulièrement chez les pauvres et les moins instruits. La tendance est particulièrement avancée en Grande-Bretagne : la participation aux législatives a varié entre 60 et 65 % entre 2000 et 2010, bien en-dessous des 72,5 % enregistrés en moyenne par Streeck et Schäfer dans les économies du centre dans la même période. Aux législatives de 2010, la participation a oscillé entre 44 et 72 %, étant la plus faible dans les zones à fort taux de chômage. Cet effondrement de la participation est encore plus forte aux élections



régionales et locales, peut-être en partie en réponse à la centralisation du pouvoir politique et l'incapacité croissante des pouvoirs locaux à réellement changer la donne.

LE MYTHE DE L'ESPACE AU CENTRE

Dans le cas du Labour, l'effondrement de sa capacité à représenter sa base a également des causes spécifiques. La base sociale du travaillisme est le mouvement ouvrier, et celui-ci est en déclin. Le nombre de syndiqués a décru de moitié depuis 1980. Le mouvement coopérativiste¹² s'est effiloché et les *Methodist halls*¹³ se sont vidés ; le mouvement ouvrier au

sens large ne produit plus comme avant un flux continu d'orateurs et de cadres ouvriers.

Quand bien même, la décomposition accélérée de ces dernières années est bien un produit du passage du New Labour au pouvoir. Les partisans de Blair avaient expliqué que le recrutement en masse de nouveaux adhérents allait permettre au parti de rester dans le coup, tandis qu'une stratégie gouvernementale centriste allait arrimer les électeurs aux idées progressistes. En réalité, après 13 ans de gouvernance néo-travailliste, le nombre d'adhérents s'est effondré à des niveaux

tique britannique est qu'il existerait un vaste espace au centre, et que ce serait là que se gagnent les élections. Mais comme Nick Clegg¹⁴ l'a appris à ses dépens, dans une période de dépression économique, cet espace a tendance à rétrécir. Et pourtant, alors que la situation politique se polarise et que les partis institutionnels sentent le sol se dérober sous leurs pieds, ceux-ci s'accrochent de plus en plus au mythe de l'espace au centre. C'est très exactement ce que font les travaillistes, par principe autant que par stratégie. Ils le font parce que c'est la chose à faire, parce qu'ils ont l'habitude de le faire, et

En mai, le parti travailliste sera confronté à un dilemme. Une défaite serait démoralisante et augmenterait la probabilité d'implosion finale du parti : rien n'indique qu'une force significative, hors les partisans de Blair, serait en mesure de profiter de l'échec de Miliband, et en aucun cas qu'un travaillisme de gauche de quelque envergure puisse émerger des ruines. Et pourtant, si les travaillistes remportaient l'élection, ils seraient forcés de mettre en œuvre un programme d'austérité qui, sans jamais satisfaire l'électorat conservateur, ferait inévitablement désertier en masse ce qui reste du sien. Ce serait là une défaite d'un autre ordre de grandeur. Pour un aperçu de ce futur, il suffit de regarder, outre-Manche, François Hollande s'enfoncer toujours plus dans les sondages, à rebours d'un Front national qui lui ne cesse de grimper. □



Pendant la campagne électorale, à Glasgow, des indépendantistes écossais perturbent une initiative du Labour. Les pancartes disent : « L'empire est fini – Vive la République », « Dehors les Tories rouges », « Inclinez-vous devant vos maîtres ». DR.

inédits dans l'histoire du parti, et la perte de cinq millions de votes ouvriers entre 1997 et 2010 a entraîné ses scores électoraux les plus faibles depuis 1918.

Les choix d'Ed Miliband à la tête du parti visaient partiellement à répondre à ce besoin de reconquérir le vote ouvrier. La première année sous sa direction vit une brève remontée des adhésions. Mais il a peine à concilier cet objectif avec la soumission continue du Labour au consensus post-thatchérien – et aux politiques d'austérité – comme condition pour recueillir le vote des classes moyennes et obtenir la coopération du monde des affaires. Car le grand mensonge de la poli-

enfin parce qu'ils ne savent pas faire autrement.

Paradoxalement, la faiblesse électorale du Labour pourrait bien lui épargner le pire. Le parti est pris dans une spirale autodestructrice, que James Doran, militant travailliste, qualifie de « pasokification ». Le principal parti grec de centre-gauche avait en effet mis en œuvre des politiques d'austérité, pour voir son score électoral s'effondrer de 43,9 % en 2009 à 4,7 % en 2015 – mais le sort du Pasok n'est qu'une forme extrême de l'implosion qui menace la plupart des partis sociaux-démocrates européens, du SPD allemand aux PS français.

1 Pour la London Review of Books, vol. 37, n° 8, 23 avril 2015 [<http://www.lrb.co.uk/v37/n08/richard-seymour/bye-bye-labour>]. Auteur de plusieurs ouvrages, l'auteur anime le blog Lenin's Tomb, <http://www.leninology.co.uk/> Les intertitres sont de notre rédaction.

2 Neil Kinnock, chef du parti travailliste et chef de l'opposition de 1983 à 1992, pendant les mandats de Margaret Thatcher et de John Major.

3 Litt : « shadow general attorney » soit ministre de la justice dans le cabinet fantôme d'opposition.

4 Vision du monde – en allemand dans le texte.

5 Anti-Social Behaviour Order : mesure de contrôle judiciaire applicables aux adultes et aux mineurs de plus de 10 ans, réprimant les incivilités et les petits délits. Mise en place en 1998 sous le gouvernement Blair et renforcée en 2004, toujours sous les travaillistes. En 2001, 350 ASBO étaient prononcées en Angleterre et au Pays-de-Galle. Le chiffre de 2012 pour les mêmes pays : 1329 (See : <https://www.gov.uk/government/statistics/anti-social-behaviour-order-statistics-england-and-wales-2012>) [NdT].

6 Litt. « Asian » : au R-U, essentiellement des personnes d'origine sud-asiatique (Inde, Pakistan, Bangladesh). [NdT]

7 Litt. « Britishness » : tentative de définition de ce que signifie être citoyen en Grande-Bretagne. Promue par les médias et les travaillistes comme alternative « progressiste » et « unifiante » aux définitions strictement nationales (anglais, gallois, écossais). En réalité, un peu comme les « valeurs de la République » chez nous, essentiellement injonctions de conformité au modèle en place.

8 Le British National Party est un parti d'extrême droite fascisant, aujourd'hui marginalisé par la montée de la droite raciste et europhobe de UKIP (Parti de l'indépendance du Royaume-Uni).

9 Personnage de série télévisée britannique des années 60 à 90, c'est un prolétaire réactionnaire, méchant, raciste, misogyne, homophobe, anti-irlandais et anti-catholique. Également fervent soutien du parti conservateur, ce qui rajoute à l'ironie de Cameron vis-à-vis de ses adversaires. [NdT]

10 « Black Wednesday of 1992 » expression consacrée designant la sortie forcée de la livre Sterling du système monétaire européen, le 16 septembre 1992, sous un gouvernement conservateur. Suite à cet épisode, le vote conservateur s'effondrera de 45 % environ à moins de 30, pour remonter ensuite péniblement.

11 National Health Service (NHS) : au Royaume-Uni, le système de santé est entièrement étatique, gratuit, et financé par l'impôt – en théorie, en réalité de plus en plus de coûts sont basculés sur l'usager, alors qu'un système parallèle privé de services de santé, a envahi à la fois les marges et les fameux « marchés intérieurs » du système pour en tirer profit.

12 Le Royaume-Uni développe dès le 19e siècle un grand nombre d'associations coopératives, formant un mouvement qui a longtemps structuré l'imaginaire social.

13 L'Église Méthodiste est connue pour son engagement populaire. Les halls, moins des églises que des salles de réunion, hébergent de nombreuses activités caritatives et sociales, ainsi que des meetings politiques.

14 Vice-premier ministre de 2010 à 2015, Nick Clegg dirigeait jusqu'aux élections du 7 mai le parti des Libéraux-Démocrates.

Le SPD allemand, englué dans la coalition avec Merkel

PAR BERTOLD DU RYON

Le Parti social-démocrate allemand (SPD, Sozialdemokratische Partei Deutschlands) est l'une des plus anciennes formations politiques de la social-démocratie en Europe et dans le monde. Bien que touché par une érosion militante et électorale, il demeure globalement la deuxième force du pays et conserve un lien étroit avec les syndicats.

En 2013, le parti a fêté officiellement les 150 ans de son existence. Mais le SPD ne possède pas une continuité historique linéaire. Ainsi, le SPD du début du XX^e siècle couvrait un spectre de positions politiques allant de Rosa Luxembourg et Karl Liebknecht jusqu'à une droite du parti, soutenant de plus en plus ouvertement la politique coloniale. Suite à la politique majoritaire de soutien aux crédits de guerre, à partir d'août 1914, et d'« Union sacrée », l'unité du SPD éclata. Les sociaux-démocrates qui accédèrent au pouvoir après la défaite de 1918 et la chute de l'Empire réprimèrent dans le sang leurs anciens camarades restés révolutionnaires.

DE LA SOCIAL-DÉMOCRATIE AU SOCIAL-LIBÉRALISME

Après douze années de dictature nazie, le SPD renaquit en 1945 et redevint vite – en Allemagne de l'Ouest – un parti de premier plan. Le KPD (parti communiste), lui, fut vite marginalisé en Allemagne de l'Ouest ; alors qu'à l'Est, il se retrouvait instrumentalisé (après la fusion avec le SPD pour former le « Parti socialiste unique d'Allemagne », SED) par le pouvoir soviétique.

En novembre 1959, lors du congrès de Bad Godesberg, le SPD renonça officiellement au marxisme, à la lutte des classes et à la transformation du système économique. Il prétendit alors constituer « un des grands partis populaires », à l'instar de l'Union chrétienne-démocrate (CDU) qui formait le premier parti en Allemagne de l'Ouest, en étant « ouvert à toutes les couches de la société ». Dans le même temps, il se ralliait à l'OTAN.

Ce n'est que plus tard que le SPD, cantonné dans un rôle d'opposition à l'échelle fédérale (nationale) – tout en

gouvernant plusieurs Länder (Etats-régions) – revint au gouvernement à l'échelon central. A partir de 1969 et jusqu'en 1982, il gouverna l'Allemagne fédérale dans le cadre d'une alliance avec le FDP, parti libéral et centriste. Puis il traversa une longue phase d'opposition, avant de gouverner à nouveau – dans une Allemagne désormais réunifiée (depuis 1990) –, de 1998 à 2005, cette fois-ci avec les Verts. Durant cette dernière période, avec le chancelier Schröder, le SPD impulsa des attaques importantes contre les droits sociaux (mesures Hartz) qui amenèrent, notamment, à la sortie du parti d'Oskar Lafontaine, ex-ministre de l'Economie qui joua un rôle essentiel dans la création de Die Linke (voir ci-dessous).

A deux reprises, de 2005 à 2009 puis depuis 2013 et pour la période actuellement en cours, le SPD participera ensuite à des gouvernements de « Grande Coalition ». Il s'y trouve en position structurellement minoritaire, face à une droite (CDU et CSU) très à l'aise dans un climat politique que cette dernière souhaite « consensuel, dépolarisé et pragmatique ».

ÉROSION MILITANTE ET ÉLECTORALE

Le SPD a actuellement environ 460 000 adhérent-e-s. Il en comptait un peu plus d'un million lorsqu'il était à son zénith, à la fin du gouvernement de Willy Brandt qui a duré de 1969 à 1974. Le nombre était encore de 930 000 en 1995, puis est tombé rapidement, vers les 650 000 à la fin du gouvernement Schröder.

Au niveau électoral, le SPD reste aujourd'hui cantonné dans une « tour de 25 % », chiffre qui correspond grosso modo à son score aux élections législatives de septembre 2013 (à l'époque 25,7 %), très loin des 34,2 % encore ob-

tenus lors du dernier scrutin de Gerhard Schröder en 2005. A présent, c'est uniquement dans un quart nord-ouest de l'Allemagne que le SPD peut encore réaliser des scores égaux ou supérieurs à 30 %. Et même là, le ciel n'est pas sans nuages. En Rhénanie du Nord-Westphalie (« NRW »), région la plus peuplée d'Allemagne dans laquelle sont situés les anciens centres industriels dont la Ruhr, le SPD est encore en position de force (39 % au scrutin régional de 2012). Mais il y joue un rôle particulier, et sa ligne risque d'entrer en conflit avec celle du gouvernement fédéral : alors que ce dernier accompagne la « transition énergétique » – souhaitée par la fraction moderniste du capital, qui mise dans ce domaine sur la « croissance verte » permettant de conquérir des nouveaux marchés –, le SPD en NRW reste attachée à la production de lignite. Cette dernière, extrêmement polluante et très contestée, est actuellement encore en pleine expansion. En même temps, dans les Etats-villes de Hambourg et de Brême, autres zones de force du SPD, les élections régionales (respectivement tenues en février puis en mai 2015), ont maintenu la social-démocratie au pouvoir régional, mais non sans laisser des plumes.

Partout ailleurs en Allemagne, le SPD ne dépasse plus, à l'heure actuelle, la barre des 20 %. Il est souvent cantonné à un rôle de troisième force (ou de deuxième force dépassant à peine la troisième), que ce soit dans le Sud plutôt riche – au profit de la droite des CDU et CSU ainsi que des Verts –, ou à l'Est ; dans ce dernier cas, au profit de la CDU et du parti « Die Linke », qui reste fort dans ses bastions régionaux de l'ex-Allemagne de l'Est, et qui gouverne pour la première fois un Etat-région depuis novembre 2014 : la Thu-

ringe.

Selon de récents sondages, au cas où le/la chef du gouvernement serait élu(e) directement par la population – en Allemagne, le chancelier ou la chancelière est élu(e) par le parlement fédéral –, la titulaire du poste, Angela Merkel, obtiendrait 58 % des voix. Son numéro deux, le vice-chancelier et ministre de l'Economie, Sigmar Gabriel, qui cumule ces fonctions gouvernementales avec celle de chef du parti au SPD, ne réunirait que 11 % sur son nom selon un sondage publié en décembre 2014. D'une façon qui pourrait paraître paradoxale, le ministre de l'Economie en exercice récolte plutôt de bonnes opinions dans les milieux patronaux et dans les rangs de la droite, qui lui reconnaissent d'être « *compétent et capable* », davantage que dans son propre électorat.

tout associé à des réformes clairement antisociales, telles que les lois dites « Hartz » du nom du conseiller Peter Hartz. La plus contestée de ces lois, « Hartz IV », avait largement démantelé les droits sociaux des chômeurs qui, depuis le 1^{er} janvier 2005, ne gardent qu'une année d'allocation, suite à quoi ils tombent dans une sorte d'équivalent du RSA français qui peut être combiné avec des revenus d'activité – ces derniers pouvant cependant être réduits à un euro de l'heure.

Dans le cadre de la « Grande coalition » avec la CDU, formée en décembre 2013 et qui gouverne actuellement le pays, le SPD n'arrive cependant aujourd'hui guère à marquer des points politiques. Alors que les dispositions du « contrat de coalition » de 2013 ont été davantage influencées par les propositions du SPD que par la droite d'Angela Merkel, la social-dé-

est vrai que cette mesure constitue un certain changement structurel. Pendant longtemps, les organisations syndicales elles-mêmes avaient été réticentes vis-à-vis de l'idée de création d'un salaire minimum général, considérant que les salaires conventionnels – négociés par elles – allaient toujours pouvoir être supérieurs à un SMIC allemand. Or, l'ampleur des poches de pauvreté et de bas salaires dans certains secteurs d'activité (sociétés de sécurité, abattoirs, coiffure, certains métiers des services...) ont amené, dans la décennie 2000, les fédérations syndicales à effectuer un tournant sur cette question.

Par ailleurs, une partie du patronat et de la droite était elle-même favorable à des mesures évitant un effondrement continu des salaires : ces secteurs souhaitaient soutenir la consommation intérieure afin de stabiliser la

conjoncture économique. Pendant de longues années, à partir de 2000 environ, celle-ci avait été surtout tirée par les exportations, alors que la consommation intérieure était faible voire atone en ce qui concerne (au moins) les classes populaires. L'ensemble de ces facteurs a fait que c'est, finalement, sans grandes résistances que la mesure, proposée par le SPD, a été votée.

Or, le salaire minimum légal, qui a vu le jour au 1^{er} janvier 2015, ne sera vraiment généralisé qu'à partir de 2017. Il permet des déroga-

tions par convention tarifaire – ce qui signifie que les conventions collectives peuvent prévoir des salaires minima plus bas. Son niveau horaire est de 8,50 heures, donc inférieur au SMIC français. Les dernières dérogations conventionnelles ne tomberont qu'au 31 décembre 2017, et même au-delà, des exceptions persisteront officielle-



Angela Merkel et Sigmar Gabriel, la « Grande Coalition ».

TENTATIVE DE RAVALEMENT DE L'IMAGE DU PARTI

Pourtant, le programme électoral du SPD 2013 passait pour être situé relativement « à gauche ». Il comportait en effet deux propositions phares : la « retraite à 63 ans », ainsi que l'introduction d'un salaire minimum légal et interprofessionnel, jusque-là inexistant en Allemagne. Ces mesures préconisées par le SPD lui avaient permis de gommer partiellement l'image qui lui collait à la fin des années de Gerhard Schröder à la chancellerie (1998 à 2005), lorsque le nom du SPD était sur-

mocratisme ne parvient pas à valoriser sa participation gouvernementale.

Concernant « la retraite à 63 ans », la mesure ne concerne en fait qu'un nombre réduit de salariés, étant entourée de conditions draconiennes en termes de durée de cotisation. Pour pouvoir prétendre à une retraite en ayant 63 ans, il faut que le ou la salariée justifie de 45 années pleines de cotisation. Ce qui, évidemment, est loin d'être le cas du plus grand nombre. Quant à l'introduction d'un équivalent du SMIC en Allemagne, les choses sont un peu plus complexes. Il



ment. Notamment en ce qui concerne les apprentis (pour lesquels une dérogation au SMIC existe aussi en droit français), mais aussi – ce qui n'est pas prévu en France – pour les chômeurs de longue durée qui retrouvent un travail. Ces derniers pourront être payés à un niveau inférieur au salaire minimum pendant les six premiers mois de leur nouvelle activité. Ceci, naturellement, sans parler du problème des travailleurs détachés.

Aujourd'hui, le SPD apparaît comme vidé de sa substance, ayant en apparence épuisé toutes ses idées. Depuis ce qu'il considère comme sa victoire politique, ayant fait inscrire ces deux propositions – entourées de conditions strictes – dans le « contrat de coalition » gouvernemental, il semble avoir perdu toute initiative.

Vis-à-vis des organisations syndicales affiliées à la confédération quasi unique, le DGB (*Deutscher Gewerkschaftsbund*), le SPD conserve cependant un certain pouvoir d'attraction. Dans les années 2000, au moment des lois Hartz, il avait commencé à perdre de l'influence. A l'époque, une partie de l'encadrement intermédiaire des fédérations syndicales – mais pas de l'appareil dirigeant supérieur – avait rejoint soit le PDS (« Parti du socialisme démocratique ») issu de l'ex-Allemagne de l'Est, soit l'« Alternative électorale pour l'emploi et la justice sociale », WASG, scission à gauche du Parti social-démocratie surtout ancrée en Allemagne de l'Ouest. Puis ces deux formations, le PDS et la WASG fondée en 2005, ont fusionné en 2007 pour former le parti « Die Linke » (La Gauche).

UN PROJET DE LOI CONTESTÉ

Actuellement, le SPD tente de regagner les faveurs des appareils syndicaux, notamment avec le projet de loi – présenté le 5 mars 2015, le débat parlementaire étant actuellement en cours – dit sur « l'unicité de convention tarifaire » (*Tarifeinheitgesetz*). Il s'agit de conférer de fait un monopole de négociation au syndicat le plus fort dans une entreprise donnée, qui aurait, à l'avenir, seul le pouvoir de négocier une convention collective avec l'employeur. Cela priverait de légalité,

non seulement les conventions qui seraient négociées par des syndicats minoritaires et/ou catégoriels, mais aussi toute grève qui serait menée en dehors des fédérations syndicales principales : celles affiliées à l'appareil du DGB. En effet, une grève en Allemagne est qualifiée d'illégal à partir du moment où elle n'est pas appelée par un syndicat qui est en mesure de la conclure par un accord collectif.

Ce projet de loi est cependant très contesté dans le pays, et cela pour différentes raisons. Les courants syndicaux radicaux et les mouvements sociaux de base – qui ont manifesté le 18 avril à Wiesbaden contre le texte – ne sont pas les seuls à le combattre. Ces dernières années, un certain nombre de syndicats catégoriels (des conducteurs et conductrices de train, des médecins d'hôpitaux, des pilotes) qui sont à la fois plus combatifs dans leur secteur mais aussi plus ou moins corporatistes, avaient souvent dépassé et débordé les syndicats du DGB par leurs revendications. Le Syndicat de conducteurs de train GDL (*Gewerkschaft der Lokführer*) et des organisations de médecins, notamment, sont vent debout contre le projet. Une partie de la droite libérale, qui ne porte pas les syndicats du DGB dans son cœur et refuse une « atteinte portée à la liberté contractuelle », s'y oppose également. Par ailleurs, une partie du DGB lui-même n'est pas favorable à la loi, ayant intégré le fait que les syndicats affiliés à la confédération ne sont plus toujours les premiers en tous lieux...

Pour le SPD, cependant, il s'agit à la fois de renouer des liens forts avec l'appareil bureaucratique du DGB et de ses fédérations, et de « discipliner » le mouvement syndical (de concert avec la droite chrétienne-démocrate, qui favorise elle aussi le projet de loi et qui occupe par ailleurs certaines positions dirigeantes dans les instances du DGB).

UNE OPPOSITION INTERNE TRÈS TIMORÉE

En attendant, ce sont désormais les clivages internes qui ont été rouverts au sein du SPD. En dehors de la question des rapports avec Die Linke, une polarisation se fait jour surtout à propos des projets de Traité de libre-échange avec les Etats-Unis (TTIP en anglais, abréviation utilisée en Alle-

magne, ou TAFTA en français) et avec le Canada (CETA). C'est surtout le projet de créer des instances d'arbitrages extra-judiciaires et privées, auxquelles pourraient s'adresser les entreprises pour faire condamner toutes sortes d'« entraves à la libre concurrence », qui a mis le feu aux poudres. Sigmar Gabriel, le ministre de l'économie favorable au projet – au nom de la prétention que « toute l'Europe autour de nous en veut » –, avait initialement sous-estimé les opposants, les présentant en 2013 comme une poignée d'irresponsables. La question fait, depuis, vraiment débat à l'intérieur du SPD comme dans les syndicats du DGB.

Plusieurs fractions d'opposition interne existent. C'est la « Gauche démocratique 21 », DL21 (*pour Demokratische Linke 21*), qui passe pour la plus critique. Elle est conduite par Hilde Matheis, une députée de la région d'Ulm, dans l'extrême sud de l'Allemagne, responsable de la commission immigration et actuellement porte-parole du SPD pour la politique de santé. Mais les rapports de DL21 avec la « Gauche parlementaire » (*Parlamentarische Linke*) ancrée parmi les députés sont plutôt exécrationnels, cette dernière considérant qu'elle n'est pas assez encline au « compromis ».

Résultat des bisbilles au sein de ce qui est appelé la gauche du SPD, une nouvelle plateforme d'opposition a été créée en novembre 2014 lors d'une rencontre tenue à Magdebourg. La députée Hilde Matheis, pour être trop critique, ne fut même pas invitée, même si elle a fini par imposer sa présence. Cependant, la nouvelle direction de la gauche officielle du parti – désormais appelée « Plateforme de Magdebourg », a bétonné la ligne. Au nom des dirigeants de ce cercle, Ralf Stegner (qui est aussi adjoint au chef du SPD) a ainsi déclaré : « *La gauche du parti ne souhaite pas un nouveau cap, une nouvelle ligne du parti. Elle souhaite seulement que le bon programme que nous avons soit réellement mis en œuvre. C'est pour cela que nous soutenons nos camarades au gouvernement fédéral, que nous soutenons le président du parti, que nous soutenons tous ceux qui font du bon travail.* »¹ □

¹ Voir Claus Heinrich, « SPD-Linke bildet, Magdeburger Plattform: Kritischer Kuschkurs mit Gabriel », article publié le 15 novembre 2014 sur www.ARD.de.

Italie : face à l'offensive de Renzi

PAR DIEGO GIACHETTI

Avec ses spécificités, le Parti démocrate italien tient aujourd'hui dans ce pays la place tenue ailleurs par la social-démocratie. Il réunit des courants issus à la fois de la gauche anciennement communiste (le puissant parti communiste italien avait évolué de plus en plus vers la social-démocratie et s'était auto-dissous en 1991) et de la démocratie chrétienne. Converti au néo-libéralisme, il est actuellement dirigé par Matteo Renzi [article traduit de l'italien par Henri Wilno].

Dans le contexte de la crise économique, la bourgeoisie italienne a des difficultés à mettre en place une combinaison gouvernementale, politique et institutionnelle, stable et qui puisse bénéficier d'un consensus dans la population. Malgré la faiblesse de l'opposition politique et sociale, l'Italie a connu ces dernières années une succession de solutions gouvernementales appuyées sur des majorités politiques variables. En effet, depuis la chute du gouvernement Berlusconi en 2011, trois chefs de gouvernement se sont succédé. Le dernier est Matteo Renzi.

Renzi a retenu une leçon de Silvio Berlusconi : il faut avoir un parti d'exécutants fidèles qui aiment profondément leur leader. Berlusconi n'avait pas de parti ; il a dû en construire un à son image. Renzi avait déjà un parti : le Parti démocrate ; il devait seulement en prendre le contrôle pour le transformer de l'intérieur à son image. Grâce à l'institution américaine des primaires, qui conduisent à désigner le secrétaire du parti par des élections auxquelles participe une « foule » hétérogène de centaines de milliers d'électeurs, il a obtenu un résultat plébiscitaire en sa faveur. Ce n'était pas une nouveauté : en fait, ce système de primaires ne fait rien d'autre que couronner celui qui a été déjà désigné par les médias comme le plus visible et le plus apte à l'emporter.

Devenu secrétaire, Renzi « rénova » la direction du parti en promouvant les appétits d'une nouvelle couche de cadres moyens d'âge intermédiaire et en accueillant dans son courant de vieux notables qui avaient senti le sens du vent. Une fois le parti conquis, comme celui-ci était déjà le chef de file de la majorité gouvernementale, il ne resterait plus qu'à remplacer le chef du

gouvernement, membre également du Parti démocrate. Cela fut fait, non par un vote du parlement mais par le vote d'une large majorité de la direction nationale du Parti démocrate.

Le 22 février 2014, Renzi devint ainsi chef du gouvernement. Il avait conquis le parti, humilié ses adversaires internes, conquis le gouvernement, gagné le soutien de la majorité des médias nationaux et de la classe dominante ; il lui manquait seulement d'avoir remporté une élection, comptant en fait sur les leviers du pouvoir gouvernemental pour s'assurer le succès. L'occasion s'en présenta avec les européennes de 2014, quand il obtint pour les démocrates le soutien presque intégral de l'électorat centriste de Monti (le chef de gouvernement qui avait succédé à Berlusconi et s'était montré l'exécutant zélé des injonctions de la Troïka) et celui d'une partie des électeurs déçu des autres partis. Le Parti démocrate remporta ainsi un succès impressionnant, reflet de la complexité et du recul de la situation italienne.

RUPTURE POSTMODERNE

Pour accéder au gouvernement, Renzi s'est mis d'accord avec le parti de Berlusconi (Forza Italia), puis avec un secteur sorti de ce parti. Sa politique a trouvé le soutien tant de l'antiberlusconisme que des berlusconiens, ces derniers ayant pesé sur les choix de politique économique et les réformes institutionnelles.

Pour faire passer ses réformes, Renzi a utilisé une vieille méthode : celle des majorités variables. Selon l'opportunité du moment ou les circonstances, il s'est tourné vers la droite ou vers la gauche avec une absence de préjugés qui rappelle une vieille expression de l'histoire politique italienne : le transformisme. Il

s'est construit une image de rénovateur radical du système à travers une série de slogans simples et sans argumentation. L'esthétique de la communication prévaut sur une démocratie de plus en plus émotionnelle. En fait, cela représente une étape supplémentaire dans la décadence de la démocratie politique et des instances élues. Parmi les institutions politiques, le centre des initiatives et des décisions est passé du parlement à l'exécutif. Le pouvoir gouvernemental s'est étendu et est utilisé pour diriger le parti qui a porté Renzi au pouvoir.

Face au monde réel ravagé par la crise, Renzi a construit un monde virtuel fondé sur axiome postmoderne simpliste mais efficace : la réalité est ce que je dis qu'elle est, l'objectivité est un point de vue personnel. Les chiffres économiques et sociaux sont préoccupants ? Ce n'est pas un problème pour qui recourt à un vieux truc que les statisticiens dénomment la cueillette des cerises, c'est-à-dire ne prendre en considération que les chiffres qui me donnent raison. Plus que la politique elle-même, c'est le langage de la politique et sa mise en scène qui ont changé. Renzi est le plus jeune président du Conseil de l'histoire de la République italienne ; son équipe gouvernementale, avec un âge médian de 47 ans, est la plus jeune et peut-être la plus inexpérimentée et elle comprend huit ministres femmes !

DERRIÈRE LES IMAGES, LES FAITS

Les politiques, économiques, sociales et institutionnelles du gouvernement sont en pleine conformité avec les pres-





criptions du néolibéralisme : il a accéléré le rythme des réformes que la droite avait voulu faire sans y réussir pleinement. Des baisses d'impôt considérables en faveur des entreprises ont été mises en œuvre. Le marché du travail a été libéralisé dans le sens d'une flexibilité et d'une précarité accrues. La dépense publique a été réduite mais en faisant porter les coupes sur les collectivités locales (régions et communes), ce qui permet de dire avec aplomb que le gouvernement ne réduit pas les dépenses et n'augmente pas les impôts. Une nouvelle loi électorale détestable est passée en force. Une modification substantielle de la Constitution est prévue. La précarisation du travail des enseignants est aussi un objectif.

En février 2015, une série de décrets-lois ont annulé le Statut des travailleurs. Ainsi sont remises en causes des garanties arrachées par les grandes luttes des années 1960 et 70 du 20^e siècle ; garanties qui ont constitué l'armature des droits dans laquelle le mouvement ouvrier et syndical a pu agir ces 40 dernières années. A partir de maintenant, n'importe quel travailleur est plus exploitable, plus facile à licencier individuellement ou collectivement ; sa situation tend à devenir celle d'un précaire à vie.

La loi électorale récemment approuvée est scandaleuse. Elle permet de créer une majorité parlementaire artificielle indépendamment des suffrages exprimés, grâce à une prime de majorité au parti qui obtient 40 % des voix ; si aucun des partis ne les obtient, il y a un ballotage entre les deux premiers et celui qui gagne a la majorité au parlement. Les représentants au parlement seront pour beaucoup ceux désignés par les partis qui décideront de qui doit être élu. Cette nouvelle loi s'accompagne d'une réforme de la Constitution aujourd'hui fondée sur le bicamérisme (chambre des députés et sénat) : ce dernier ne sera plus élu par les citoyens mais composés de personnes désignées par les partis majoritaires.

Le gouvernement et les commentateurs officiels disent que l'objectif est de réduire les coûts de la politique et d'abattre le pouvoir de la classe politique. En réalité, la reconfiguration du système électoral et des institutions

n'abolit pas la caste politique, mais en crée une plus restreinte et encore plus subordonnée aux exigences du patronat et des pouvoirs financiers qui s'expriment dans les politiques antipopulaires menées au niveau national et par les institutions de l'Union européenne.

Et ce n'est pas tout : ces jours-ci est présentée au parlement la version définitive de la loi sur l'école : l'adjectif

FAIBLESSE ET LIMITES DE L'OPPOSITION

Est-il possible de résister aux assauts de ce gouvernement ? L'automne dernier, cela semblait le cas. Des millions de travailleurs le réclamaient : ils avaient fait grève et étaient descendus dans la rue contre la libéralisation du marché du travail (le « Jobs act »), mettant le gouvernement en difficulté. Dommage que la CGIL, le principal syndicat du pays



« bonne » est désormais accolé à « école ». Cela montre clairement l'objectif réel de la « réforme ». Elle est inspirée d'une philosophie ultralibérale ; elle se situe dans le sillage des précédentes réformes qui ont déjà ôté beaucoup de ressources à l'école publique. Le projet est basé sur une proposition d'échange indécent entre l'accession à un temps indéterminé d'un certain nombre d'enseignants précaires et la dégradation généralisée de la situation de tous les travailleurs de l'école. La réforme institue un proviseur-manager qui pourra engager et licencier des salariés et gérer des établissements scolaires de plus en plus semblables à des entreprises privées. La liberté des enseignants est réduite ; les crédits aux écoles privées sont augmentés et rien n'est restitué à l'école publique de ce qui lui a été enlevé ces dernières années.

(l'équivalent de la CGT française), n'ait pas voulu donner de prolongement à la lutte. Après la grève du 12 décembre 2014, ont suivi des mois d'absence d'initiative de la part des syndicats, une retraite piteuse mais pas sans précédent. Ensuite, les salariés des écoles se sont finalement mobilisés contre le projet de la prétendue « bonne » école. Le 5 mai dernier, la grève fut appelée par tous les syndicats et fut marquée par des manifestations dans de nombreuses villes. Cette mobilisation réussie pourrait ouvrir une fenêtre pour battre ce gouvernement et sa politique.

Certes, c'est un mouvement encore fragile qui a besoin de se consolider et surtout de durer. Il y a toujours le risque que les directions syndicales, après avoir annoncé la mobilisation, utilisent les forces accumulées pour négocier avec le gouvernement et se contenter de quelques petites modifications à la loi. Mais la

vieille tactique syndicale de mobiliser les travailleurs pour se légitimer et peser sur le Parti démocrate pour obtenir des concessions ne fonctionne plus.

« Nous sommes sans un parti de référence », admettent les syndicalistes. Et c'est vrai. Leur parti traditionnel de référence est aujourd'hui en première ligne pour désavouer et condamner toutes les actions syndicales. Les directions syndicales, lors du débat parlementaire sur la ré-

Mai 2015, manifestation contre la réforme scolaire. DR



forme du travail, ont placé beaucoup d'espoir dans l'aile gauche du Parti démocrate pour que soient atténués les points les pires du « Jobs act ». C'est en fait une gauche flexible qui ne brille pas par son courage et son initiative et qui n'a pas les cartes nécessaires pour s'opposer à Renzi, ayant accepté auparavant de participer à un gouvernement de coalition avec Berlusconi. C'est une gauche plus de nom que de faits, confuse et divisée entre une fidélité malgré tout à la ligne du parti même quand elle ne la partage pas et de faibles escarmouches d'opposition.

Quand le 30 avril 2015, le gouvernement a fait sur le Parti démocrate un chantage à la chute de l'exécutif, il l'a emporté et a gagné sa confiance une fois de plus, tandis que les minorités internes, confuses et divisées, ont subi une défaite de plus. Les leaders de la contestation sont les deux précédents secrétaires du parti, le

prédécesseur de Renzi à la tête du gouvernement et d'autres figures de proue des luttes internes. Mais seules 38 voix du Parti démocrate ont manqué au gouvernement, sur un potentiel de 110 parlementaires plus ou moins critiques de la mesure proposée, à comparer aux 190 députés qui ont soutenu depuis le début le projet de réforme électorale. Et deux tiers de ces 110 se sont donc déjà inclinés devant Renzi.

Encore une fois, se vérifie l'écart entre le ton et les arguments opposés à la loi électorale et les actes qui auraient dû découler de telles critiques. « C'est une violence envers le parlement », a déclaré l'ex-chef du groupe du Parti démocrate, qui a démissionné. « C'est une logique inacceptable », a ajouté l'ex-chef du gouvernement, Enrico Letta, qui a continué en affirmant que Renzi était pire que Berlusconi. « Ce n'est plus mon parti, la démocratie est en jeu », a dit l'ancien secrétaire du Parti démocrate, Bersani.

Mais où sont les choix cohérents qui correspondraient à de telles affirmations ? Cela fait longtemps que la minorité critique et grogne. Comme les actes concrets ne suivent pas, la crédibilité de ceux qui critiquent s'évapore. Il est incompréhensible que ses membres restent dans un parti qu'ils ne sentent plus comme le leur, et encore moins compréhensible de continuer à soutenir un gouvernement qu'ils accusent de faire violence au parlement. Soit ils croient réellement à ce qu'ils disent et doivent en tirer les conséquences, soit ce n'est pas le cas et on se trouve devant un phénomène de « schizophrénie » politique. Mais il y a quand même eu des retombées. Après le vote sur la réforme électorale, quelque chose semble s'esquisser. La secrétaire de la CGIL, Camusso, a déclaré qu'elle ne voterait plus pour le Parti démocrate. Beaucoup de travailleurs des écoles ont manifesté avec des pancartes annonçant qu'ils ne voteraient plus pour ce parti. Serait-ce l'heure des comptes ? Deux figures marquantes de la minorité sont déjà sorties du parti, tandis que les autres se contorsionnaient avec des déclarations hyperboliques.

Landini, le dirigeant de la FIOM, le syndicat de la métallurgie de la CGIL, tente de coaguler une coalition sociale à partir de la manifestation du 28 mars dernier durant laquelle il a durement critiqué l'agression gouvernementale envers les droits des travailleurs et dénoncé le saut qualitatif que signifient ses attaques antipopulaires. Il a aussi affirmé qu'une

convergence était nécessaire avec les travailleurs précaires qui ne se reconnaissent pas dans les syndicats, et souligné que le syndicat devait réaffirmer son droit à « faire de la politique » sans remettre en cause l'autonomie des partis.

POUR UNE GAUCHE ANTICAPITALISTE

Malgré le petit succès de la liste « Tsi-pras » (formée de partis et courants à gauche du Parti démocrate et plus ou moins radicaux) aux européennes, il n'existe encore aucune voix incisive en capacité de fournir une alternative crédible pour des secteurs importants de l'opinion publique.

Il existe certes une opposition large au parlement et dans le pays, qui s'est exprimée dans le vote pour le « Mouvement 5 étoiles » de Beppe Grillo. Un mouvement qui a des limites profondes et dont la stratégie politique est marquée par une incertitude significative. La nature du groupe dirigeant, restreint et fermé, ne l'aide pas. Cette formation, capable à certains moments de batailles démocratiques sur le terrain institutionnel, se limite en fait à demander au peuple une délégation tout à fait étrangère à une idée et à une perspective de recomposition sociale et de lutte.

En fait, une telle perspective implique de partir de l'activité d'un syndicalisme de classe : c'est la seule clef pour réussir à construire une opposition à la hauteur des enjeux, une réelle alternative, modifier les rapports de force en donnant de l'efficacité au désir de résistance de quelques secteurs et peser sur l'incertitude et l'indécision des plus larges masses.

C'est pour cela que Sinistra anticapitalista (la Gauche anticapitaliste, organisation italienne avec laquelle le NPA entretient des rapports) continue à se battre pour construire un front le plus large possible contre les politiques d'austérité, la soumission aux institutions de l'Union européenne, et contre ceux qui les mènent dans le gouvernement national et les institutions locales. Il s'agit de construire la solidarité avec les luttes en cours, pour converger partout où c'est possible, y compris aux élections si c'est possible et crédible, avec les autres forces de classe sur la base de plateformes politiques alternatives, antilibérales mais aussi anticapitalistes, parce que cela est nécessaire au combat social. □

PARTI SOCIALISTE

Quand Hollande et Valls remportent une élection...

PAR JEAN-PHILIPPE DIVÈS

Depuis les municipales de mars 2014, le Parti socialiste ne cesse de subir une défaite électorale après l'autre. Pourtant, sa direction vient de remporter haut la main le scrutin interne préparatoire au congrès de Poitiers (5 au 7 juin) : 60 % sur le vote des motions, puis 70 % pour l'élection du premier secrétaire, Cambadélis étant donc confirmé à son poste. Mais la contradiction n'est qu'apparente.

Car les chefs du gouvernement et du PS s'étaient d'une certaine façon facilité la tâche en transformant, du seul fait de la politique menée, leur formation en une coquille de plus en plus vide de militants. Ce faisant, ils avaient réduit à la fois l'espace politique d'une contestation interne et la portée des critiques que celle-ci allait vouloir formuler.

Les chiffres parlent d'eux-mêmes. Moins de 75 000 membres ont pris part au vote des motions (sur 133 000 inscrits), quand il y en avait 130 000 lors du congrès de Reims, en 2008, et encore 86 000 à celui de Toulouse, en octobre 2012. En 2006, le PS annonçait compter 280 000 membres... La désaffection est d'autant plus spectaculaire que l'on ne parle pas ici de n'importe quel parti, mais d'une formation entièrement vouée à l'exercice du pouvoir dans le cadre du système et de l'Etat existants – un pouvoir que de plus elle exerce aujourd'hui à l'échelle nationale.

Dans ce type de structure, la qualité de membre est étroitement liée aux possibilités qu'elle procure d'obtenir des postes – et les avantages afférents – aux différents niveaux des institutions et de l'appareil d'Etat. Or, malgré ses revers électoraux successifs, le PS compte toujours 33 000 élus. Ajoutons les collaborateurs, les familles... Bref, il n'y a plus de militants. Le parti s'est vidé en même temps que croisait à son égard l'hostilité ou, au mieux, l'indifférence des classes populaires. De ce fait, il s'est réduit encore davantage, si ce n'est totalement,

à une coterie où l'on se coopte, voire parfois s'affronte... toujours avant tout pour des places.

Nous savons depuis longtemps que le PS n'a plus rien à voir avec ce qu'il était à l'origine. Le seul sujet de débat peut éventuellement concerner le degré de son intégration aux intérêts et à la structure de pouvoir du capitalisme mondialisé¹. Mais dans ce qui a été une évolution de longue durée, le quinquennat de Hollande, avec son ralliement désormais explicite au néolibéralisme et l'accélération des politiques antisociales et pro-patronales engagées sur tous les terrains, a malgré tout signifié le franchissement d'un nouveau palier².

REVERS ET INCONSISTANCE DES FRONDEURS

Du fait de cette nouvelle aggravation, on pouvait se demander si l'on ne verrait pas, à l'occasion de ce congrès, s'exprimer une sorte de réaction. Il n'en a rien été.

En recueillant moins de 30 % des voix, alors qu'ils en espéraient 40 % ou plus, les frondeurs ont subi un net revers. Il n'y a que Gérard Filoche pour se féliciter de leur score, quand il considère (sur son blog) que « le vote du 21 juin est un signe important », « insuffisant, certes, pour une réorientation immédiate de la politique gouvernementale, mais suffisamment significatif » pour constituer « une base solide pour co-construire à gauche ».

Beaucoup plus que par ce résultat, la déroute (disparition ?) de ce qui constituait traditionnellement la

« gauche du PS », ou des velléités d'incarner une gauche du PS, s'exprime cependant dans les contenus politiques défendus par les frondeurs.

Leurs propositions économiques et sociales se sont en effet limitées à des amendements à la marge des orientations gouvernementales. Selon le chef de file de leur motion, le député de la Nièvre, Christian Paul, il s'agirait « de passer d'une politique de l'offre à un pacte d'investissement avec des contreparties pour les entreprises ». En réalité, les frondeurs ne proposaient que de rendre conditionnelles certaines aides accordées au patronat, notamment dans le cadre du CICE, ou d'exercer un certain contrôle sur leur distribution ; à quoi s'ajoutaient des mesures fiscales un peu moins inégalitaires. Rien par conséquent qui puisse entrer en contradiction avec la dite « politique de l'offre ». D'ailleurs, toujours d'après Paul, la politique qu'ils préconisent « est largement dans le cadre des engagements de la France » vis-à-vis de l'Union européenne – lire l'austérité généralisée et, dans un pays qui conserve toujours des traits de l'Etat-providence, l'adaptation néolibérale à marche forcée.

Le Monde (11/04/2015) détecte à ce sujet un changement entre la contestation actuelle et celles qui l'avaient précédée : « autant l'aile gauche a pu développer par le passé des options radicalement différentes de celles en vogue à Solférino, autant le recentrage de la motion autour de Christian Paul, député proche de M^{me} Aubry, a tendance à réduire le fossé qui sépare les deux

campus. La réelle différence repose sur la ligne économique. Mais, là encore, la fronde des députés a souvent donné l'impression de tourner autour d'une question de curseur davantage que sur des choix structurants. »

« FAIRE GAGNER LA GAUCHE EN 2017 »

Logiquement, les frondeurs n'ont ni ne revendiquent nulle attitude d'opposition vis-à-vis de la direction du PS – et encore moins du gouvernement. « Il existe un chemin possible entre la défiance et la subordination », déclare le député d'Indre-et-Loire, Laurent Baumel, qui réclame une « présomption de confiance » envers Hollande et Valls. Pour Christian Paul, le but du congrès est de « faire gagner la gauche en 2017 », ce qui implique l'adoption de « mesures d'ur-

vaient décidément que de positionnements tactiques et conjoncturels.

Le fond de l'affaire est que tous les dirigeants du PS n'ont en tête qu'une seule chose : l'échéance de 2017, qui maintenant se rapproche à grands pas. Face à cela, il n'y a pas de choix ni de désaccords politiques qui vaillent, l'obsession commune est de se maintenir en poste coûte que coûte et par tous les moyens – y compris donc en se ralliant à l'actuel couple exécutif.

La réduction du PS à un appareil électoral fonctionnel à l'Etat et au système capitalistes (ainsi qu'à l'Union européenne), déjà évoquée, est la raison de fond qui explique une telle attitude. S'y greffe un autre facteur : les changements introduits depuis 2002 dans le fonctionnement des institu-

fenseur d'un « renouveau des socialistes par la réussite gouvernementale, par le dépassement du Parti socialiste et par la fondation de l'alliance populaire que nous allons porter sur les fonts baptismaux, une nouvelle alliance à gauche ». Selon la motion majoritaire, cette « belle alliance populaire », qui « unit tous les progressistes », passerait d'abord par « l'union de la gauche et des écologistes », laquelle « est et reste notre stratégie », mais devrait aussi se traduire par « une alliance populaire en direction des citoyens » et des « syndicalistes, associatifs, intellectuels, militants », vers un « dépassement citoyen » des « cartels électoraux »... Etonnant, non ?

L'autre versant de cette « stratégie » consiste à mettre au premier plan la menace du Front national en se présentant – ainsi que Valls l'a fait avec insistance dans la campagne des élections départementales – comme son ennemi principal. Face à un tel danger, la gauche et les écologistes devraient décidément se montrer responsables et nous soutenir... Les dirigeants socialistes sont en fait réduits à miser pour mai 2017 sur un affrontement de second tour avec Marine Le Pen, dont ils pensent sortir victorieux. C'est pourquoi aussi ils espèrent avoir à affronter dans ce scrutin un Sarkozy qu'ils savent pouvoir être rattrapé à tout instant par ses innombrables affaires. Il reste que, dans le tripartisme qui ressort des dernières consultations électorales comme des sondages sur celles à venir,

le maillon faible reste le PS. Rien n'assure aujourd'hui qu'il puisse conjurer le spectre d'une nouvelle élimination au premier tour de l'élection présidentielle. Laquelle ouvrirait alors une autre phase politique. □

1 Voir notamment « Le Parti socialiste, de Léon Blum à Strauss-Kahn », revue TEAN/l'Anticapitaliste n° 20 d'avril 2011.

2 Voir « Hollande-Valls, ou l'implacable logique de l'adaptation néolibérale », revue l'Anticapitaliste n° 57 de septembre 2014.

Martine Aubry, Manuel Valls, Jean-Christophe Cambadélis : ambiance joyeuse... DR.



gence pour réussir avec François Hollande ». Un autre frondeur, le député de Paris, Pascal Cherki, estime même que le PS devrait s'inspirer de l'exemple de l'UMP, « qui aiguillonnait Nicolas Sarkozy pendant son mandat tout en le soutenant ».

Martine Aubry, dont la décision de participer à la motion du gouvernement avait pu surprendre, se situe sur la même ligne : « j'ai envie que la gauche gagne, j'ai envie que François Hollande gagne », déclare celle qui avait été sa principale concurrente avant mai 2012. Les différences entre son courant et les frondeurs ne rele-

tions par le quinquennat, complété par le couplage des élections présidentielle et législatives. Voulues par le premier ministre PS de l'époque, Jospin, afin d'éviter les cohabitations et leurs inconvénients, ces modifications ont eu une autre conséquence : désormais, si l'on perd la présidentielle on risque de tout perdre. C'est pourquoi tous s'alignent maintenant derrière Hollande, leur candidat (quasi) déclaré à un second mandat.

LE MAILLON FAIBLE DU TRIPARTISME

C'est au service de cet objectif que Cambadélis se fait aujourd'hui le dé-

Le « Samudaripen » ou génocide des Tsiganes, une histoire occultée

PAR RENÉE RAVOTEUR

Le 27 janvier 2015 marquait le 70^e anniversaire de la libération par l'armée soviétique du camp d'Auschwitz, devenu le symbole du génocide des Juifs par les Nazis. Mais en cette journée internationale de mémoire de l'Holocauste, peu de place a été accordée sur les tribunes et dans les médias aux survivants tsiganes et à la question du « Samudaripen » ou « Porajmos », en langue romani : l'extermination des Tsiganes pendant la Seconde guerre mondiale.

Ce drame peine à intégrer les mémoires malgré les nombreuses publications et les multiples témoignages de familles tsiganes ayant survécu. En France, pendant des décennies cette histoire a été plus ou moins ignorée. Le 2 février 2011, pour la première fois, le Parlement européen a commémoré le « génocide des Roms par les nazis ». Il s'agit de faire prendre conscience du mécanisme qui a mené aux persécutions dont ont été victimes les Tsiganes, et comment les discriminations perdurent.

LA « FABRICATION » DU PEUPLE TSIKANE

Les discriminations à l'égard des Tsiganes sont anciennes. Or, pour l'historienne Henriette Asseo par exemple, ce qui est désigné par le terme de « Tsiganes » est largement une construction politique, et la mise en place de « la politique tzigane » a été fabriquée de toutes pièces par des bureaucraties dans tous les pays européens entre 1900 et 1910. « Les politiques fabriquent les peuples qu'elles veulent détruire. » il s'agissait de constituer une minorité « raciale » avec des résidents de différents pays, dans le but de les dénationaliser, les présenter comme des intrus, pour lesquels il y aurait un « problème » à résoudre. Or qui sont-ils ? Tsiganes, Roms, Manouches, Sintî, Gitans, Bohémiens, Romanichels... sont les multiples appellations de ces populations réunies sous l'appellation de « Tsiganes », constituées de groupes qui se sont dispersés sur le continent européen à partir du XIV^e siècle. On en retrouve aussi au Moyen Orient. La mythologie prétend que les Tsiganes ont une origine in-

diennne. Les linguistes ont fait le lien entre le romani, langue pratiquée par certaines de ces populations et le sanskrit, une langue indienne. Si la lointaine origine indienne de certains Tsiganes n'est pas contestée, ils n'ont pas tous la même origine. Les différents dialectes tsiganes ont des emprunts persans, grecs, arméniens, roumains... Ainsi, pour ceux qui vivent en France : les Roms viennent des Balkans et des pays slaves, la langue et la culture des Manouches sont d'origine germanique, Les Gitans ou Kalé (« noirs ») ont des origines ibériques, les Yéniches, blancs et souvent blonds, sont d'origine alémanique. A la fin du Moyen-âge, quand les premiers groupes circulent en Europe, l'important n'est pas de savoir d'où ils viennent mais s'ils sont chrétiens. En revanche, au XIX^e siècle, pour ceux qui veulent les exclure il s'agit de les faire rentrer à tout prix dans le moule d'un peuple unique, venu de l'Inde, et qui par conséquent pourrait... y retourner ! « Notre première et plus indispen-

Tsiganes derrière les barbelés. DR.



sable recherche doit donc avoir pour but de trouver la partie du globe où le langage des Bohémiens est celui des indigènes ; et ce pays ne peut être que l'Hindoustan » (Grellman, *Histoire des Bohémiens*, Paris, 1810). Par ailleurs, l'idée selon laquelle les Tsiganes sont tous des nomades est fautive mais permet de les considérer dans leur propre pays comme des « étrangers », des « vagabonds », ce qui revient à les disqualifier socialement et politiquement.

UNE PERSÉCUTION DANS TOUTE L'EUROPE

Partout en Europe les mêmes mesures répressives furent plus ou moins reprises de la fin du XIX^e siècle à l'entre-deux-guerres : recensement et fichage, durcissement des contrôles aux frontières, instauration de carnets anthropométriques, restriction de circulation. Ces régimes administratifs visaient la même chose : exclure les Tsiganes, accusés de changer sans cesse d'identité et de n'avoir aucun pays d'attache, de la nation ou les rendre invisibles par leur assimilation, de gré ou de force. En France comme ailleurs les stéréotypes accolés aux Tsiganes (« nomades, espions, voleurs, vagabonds ») font qu'ils sont victimes



de la méfiance qu'inspirent les populations nomades, qui ne respecteraient ni les frontières ni la propriété privée. Exemple parmi d'autres de ce qu'on pouvait lire dans la presse, cet article du *Petit Journal* de 1895 : « On tient, n'est-ce pas à connaître les gens que l'on reçoit ? Or, de toute éternité nous avons en France des hôtes sur le compte desquels on savait très peu de choses, si ce n'est rien. Appelez-les Gypsies, Tziganes, Bohémiens, Romanichels, Gitanes ; tous, issus de la même race, ne se soumettaient

qu'à de bizarres lois qui leur étaient propres (...) Le ministre de l'intérieur a voulu régulariser, autant que possible, la situation de ces errants au milieu desquels peuvent se cacher nos pires ennemis ; il a ordonné leur recensement général. » La loi du 20 mars 1895 décrète le dénombrement de tous les « nomades, bohémiens et vagabonds ». Une commission distinguera, parmi 400 000 personnes recensées, 25 000 nomades à « caractères ethniques » qu'elle considère comme « dangereux ». « Ces nomades, qu'ils soient des Romanichels, des Zingari, des Tsiganes ou même des Français sont particulièrement redoutés car leur passage est toujours accompagné de déprédations de toutes sortes ». A la veille de la Seconde guerre mondiale, 30 000 nomades figuraient dans les fichiers de la police française.

DE L'EMPIRE ALLEMAND AU NAZISME

Dès sa constitution en 1871, l'Empire allemand afficha la volonté de faire disparaître les Roms en tant que tels par assimilation et sédentarisation. Les services de police les recensent, les fichent systématiquement, et les mettent sous étroite surveillance. Les « Sinti » furent plus ou moins sédentarisés mais continuaient cependant à être victimes de discriminations. Même la République de Weimar (1918-1933) amplifia la persécution avec l'adoption en 1926 de lois pour contrôler la « plaie tzigane ».

Quand Hitler arriva au pouvoir en 1933, les nazis purent largement utiliser tous les renseignements qui existaient déjà, mais ils introduisirent une nuance déterminante. L'ancienne surveillance ciblait le mode de vie itinérant et était dirigée contre les « Tsiganes » et « personnes qui voyagent à la manière des Tsiganes ». Or les nazis, affirmant l'existence d'une race supérieure aryenne qui ne devait pas être polluée par les « races inférieures » (particulièrement les Juifs), prétendirent différencier les « vrais » et « faux » Tsiganes. Mühlmann (1904-1988), un nazi qui resta en poste jusque dans les années 1960, et d'autres chercheurs mirent en place de pseudosciences comme la « raciologie » et, pour les Tsiganes, la « tsi-ganologie ». On traqua alors les Sinti, même si nombre d'entre eux étaient « intégrés » à la société allemande depuis des générations.

En 1934, la loi contre les « criminels irrécupérables et dangereux » ordonne le fi-

chage policier de type anthropométrique de nombreux Tsiganes. En septembre 1935 sont votées les lois « de Nuremberg » destinées essentiellement à la persécution et l'exclusion des Juifs : seuls ceux qui peuvent prouver, par leur généalogie, qu'ils appartiennent à la « lignée aryenne » sont citoyens du Reich. Ces lois pour « la sauvegarde du sang et de l'honneur allemand » visent à protéger le « sang » allemand de toutes souillures par des alliances inadaptées.

La population fut également mise en garde contre tout métissage avec les Tsiganes. « Le peuple des Tsiganes, étranger au peuple et aux traditions allemandes », fut décrété « non intégrable » et subit l'exclusion civique puis sociale : exclusion de l'école, interdiction de circuler. Le régime leur interdit tout travail indépendant et les obligea à occuper des emplois non qualifiés (on leur interdit bien entendu, comme aux Juifs, l'exercice de professions culturelles, le théâtre, la musique...). Dès l'été 1935, des municipalités commencèrent obliger tous les Tsiganes recensés à quitter leur logement (et leur emploi !) pour les concentrer à la périphérie des villes dans des camps de regroupement clôturés. Puis des familles tziganes nomades ou celles qui « vivaient comme des Tsiganes », enfermées dans ces camps, subirent une « stérilisation eugénique » dans le cadre de la loi contre les « asociaux ».

En 1939, déchus comme les Juifs de la citoyenneté allemande, les « Tsiganes ethniquement purs » reçurent des papiers d'identité de différentes couleurs en fonction de leur prétendu degré de « mixité raciale ». Ils furent classés en tant que « criminels professionnels », « criminels habituels », « menace habituelle », « fléau commun », et mis en « détention préventive ». Les hommes furent envoyés dans des camps de concentration et soumis au travail forcé, la stérilisation des femmes fut généralisée. L'extermination systématique allait bientôt suivre.

UN GÉNOCIDÉ DANS TOUTE L'EUROPE

La traque des Tsiganes se généralisa dans toute l'Europe occupée. Et il faut bien avouer que le racisme des popula-



tions locales (et les pratiques préexistantes des Etats) facilita largement l'action des nazis et leurs complices. Celle-ci ne fut cependant pas complètement homogène d'un pays à l'autre.

Dans son livre *Samudaripen : Le Génocide des Tsiganes*, l'historienne Claire Auzias différencie trois types de pays : « Soit ils furent d'abord exclus juridiquement puis arrêtés, parqués dans des camps de transit et enfin déportés puis gazés (Grand Reich). Soit ils furent massacrés par l'armée occupante et par les civils, enfermés dans les ghettos avec les Juifs, comme en Pologne, et exterminés. Soit ils furent internés dans des camps locaux comme en France et en Italie, voués à périr, et sporadiquement déportés vers les camps de la mort. »

A l'automne 1942, les nazis décident « la solution biologique finale » de la « question tzigane » (la conférence de Wannsee planifiant le génocide des Juifs s'était tenue en janvier 1942). Le 16 décembre 1942, Himmler prend la décision de les déporter dans des camps de concentration et d'extermination. Tous ceux qui vivaient en Autriche furent envoyés dans les camps de Dachau et Ravensbrück. La plus grande partie de ceux vivant en Allemagne, et ceux de Pologne et de Tchécoslovaquie, furent regroupés dans un prétendu « camp familial tzigane » au camp de Auschwitz-Birkenau, où ils moururent par dizaines de milliers. Quand, le 16 mai 1944, les Tsiganes apprennent qu'ils vont être gazés, ils tentent une révolte collective qui échoue. La répression est violente. Ainsi, le 2 août 1944, 2998 personnes, essentiellement des femmes et des enfants, sont gazés. Sur les 30 000 Roms internés à Auschwitz, il n'y eut que 3000 survivants. Dans les autres camps, des dizaines de milliers moururent de faim, de maladie, d'épuisement par les travaux forcés. Aux victimes des camps de concentration, il faut ajouter les massacres perpétrés par l'armée allemande et les unités de la SS et de la police au cours de leurs conquêtes. Ainsi, dans les Pays baltes et en Union soviétique, les « *Einsatzgruppen* » et d'autres unités mobiles d'extermination exécutèrent au moins 30 000 Tsiganes en même temps qu'ils exterminaient les Juifs et les communistes. Dans leur travail de répression et d'extermination,

les nazis furent aidés dans les pays occupés par les autorités locales.

LA FRANCE DE LA COLLABORATION

En France, la persécution des Tsiganes fut dans un premier temps le fait des autorités locales... puisqu'elle commença avant l'invasion du pays ! Par le décret-loi du 6 avril 1940, les « *nomades* » furent qualifiés « *d'individus errants, généralement sans domicile, ni patrie, ni profession effective...* ». Leur circulation « *constitue pour la défense nationale et la sauvegarde du secret, un danger qui doit être écarté* ». L'assignation à résidence leur est imposée à proximité des brigades de gendarmerie.

Après la défaite de juin 1940, dans la zone occupée, les nazis exigent l'éloignement des côtes de l'Atlantique des « *éléments douteux* » comme les Tsiganes, les Juifs et les ressortissants de nations « *ennemies* ». Ceux qui présentent les « *caractères ethniques particuliers des Romanichels* » doivent être transférés dans des camps d'internement surveillés par des policiers français. Le 22 novembre 1940, une ordonnance allemande interdit l'exercice des « *professions ambulantes* » dans 21 départements du grand ouest – ce qui du coup touche aussi les forains, les commerçants et industriels ambulants...

En « zone libre », Vichy s'attaque aux forces « *anti-françaises* », « *responsables de la débâcle* ». Des mesures sont prises immédiatement et sans pression des occupants contre les juifs, les communistes, les étrangers et les francs-maçons. Quant aux nomades, il y a déjà contre eux la loi d'avril 1940 visant leur sédentarisation forcée. Mais l'hostilité des populations à proximité desquelles les Tsiganes étaient assignés à résidence est telle que dans de nombreux cas ils seront envoyés dans des camps d'internement.

Globalement, il semble que l'État français n'a pas conçu l'internement des nomades comme la solution d'un problème brûlant, contrairement aux Juifs et aux communistes. Il n'empêche qu'environ 6000 personnes ont transité dans les camps répartis sur le territoire. A part ceux directement sous administration allemande, les Tsiganes français n'ont pas été systématiquement déportés dans des camps de concentration. Mais ceux envoyés en Allemagne au titre du STO furent raflés et exterminés.

APRÈS LA GUERRE : UNE RECONNAISSANCE TARDIVE ET PARCIMONIEUSE

Sur les 750 000 à 800 000 Tsiganes vivant en Europe, entre 250 000 et 500 000 moururent ou de mauvais traitements dans les différents camps ou exterminés comme à Auschwitz. Parmi tous ceux qui furent envoyés dans des camps, seuls 4 ou 5000 survécurent. Pourtant, il y eut un refus presque général après la guerre de reconnaître le génocide des Tsiganes.

Dans l'Allemagne vaincue de 1945, il s'agissait pour les survivants d'obtenir des réparations et de retrouver leur citoyenneté. A l'ouest, les gouvernements militaires mirent en place des bureaux sociaux spécialisés chargés de verser des réparations aux victimes du nazisme, tenus par des fonctionnaires allemands souvent déjà en place sous le nazisme. Pouvaient en bénéficier les personnes qui avaient été persécutées pour des motifs racistes, religieux ou politiques. Mais pas les personnes internées en tant qu'« *asociaux* » ou pour des « *actes criminels* ». Par ailleurs, pour leur réinstallation nationale, les rescapés devaient prouver qu'ils étaient citoyens allemands.

D'où l'incroyable injustice subie par les Sinti allemands après-guerre. Avant même les nazis, les pouvoirs en place tendaient à contester leur citoyenneté aux Sinti, même s'ils étaient installés dans le pays depuis des siècles. Dès 1937, des milliers subirent un internement préventif en tant qu'« *asociaux* et criminels » « *congénitaux* ». De 1933 à 1945, c'est la police criminelle (et non la Gestapo comme pour les Juifs) qui eut la charge de persécuter les Tsiganes. Or la Gestapo fut reconnue comme une organisation criminelle, mais pas la police du Reich dont 80 % du personnel resta en place.

Pour éviter que les rescapés ne fassent « *fraudeusement* » des demandes de reconnaissance du statut de persécuté du nazisme, l'administration alliée puis celle de la RFA demanda à cette même police, c'est-à-dire aux anciens policiers des « *bureaux pour les questions tsiganes* », de vérifier les dossiers de ceux qui voulaient être reconnus comme victimes des nazis et comme citoyens allemands. Les persécuteurs et les dresseurs de « *généalogie raciale* » devinrent les experts de leurs propres mesures de persécution ! De façon particulièrement perverse, les Sinti se voyaient mis en demeure de se construire une « *identité raciale* », fan-

tasme nazi, pour être reconnus comme victimes.

Bien souvent, la police déclara que c'était en tant que délinquants que les Tsiganes avaient été internés, pour ne pas verser de réparations et se prémunir contre des poursuites pénales. En 1950, un décret du Land du Bas-Wurtemberg évoqua les lois en vigueur contre les Tsiganes depuis 1871 et ensuite celles de la République de Weimar, pour affirmer que les Tsiganes n'avaient pas été arrêtés pour des raisons racistes mais pour des comportements asociaux et criminels... Ce qui les privait de toute réparation. C'est seulement après 1979, quand le parlement allemand admit enfin le caractère raciste de la persécution des Tsiganes

EN FRANCE... LES PERSÉCUTIONS SE POURSUIVIRENT APRÈS 1945 !

Pendant le conflit, pour les 6500 Tsiganes placés dans des camps d'internement, les libérations se généralisèrent en 1944 et 1945. Cependant, certains ne furent libérés qu'à la fermeture du camp d'Angoulême, lorsque le décret du 6 avril 1940 assignant les Tsiganes à résidence fut aboli. C'est-à-dire en mai 1946 ! De plus, à leur libération, les Tsiganes furent la proie d'un véritable harcèlement. Complètement démunis, lâchés sur les routes, obligés de rentrer à pied dans leurs villes ou villages, perçus par la population avec méfiance et hostilité, ils ne reçurent aucune aide.

circulaire aux préfets, le 24 juillet 1946, qui distingue les « bons » Tsiganes acceptant la sédentarisation totale, et les « mauvais » qui veulent continuer à nomadiser et auxquels on applique les mesures de contrôle prévues par la loi de 1912 sur la circulation des nomades. Toute sorte de tracasseries leur sont infligées : contrôles et parfois prison pour défaut de carnet ou de vaccination, recensement et fichage, problème du stationnement, autorisé la plupart du temps pour 24 heures maximum, dans des zones de relégation spatiale.

Certes la loi du 9 juillet 1948 qui définit le statut et les droits des internés et déportés politiques, s'applique aux nomades, mais les cartes de déporté, d'interné politique ou de combattant volontaire de la Résistance leur sont attribuées tardivement, pour certains seulement... en 1964. De même, ils ne furent jamais indemnisés de la perte de leurs biens : caravanes, roulotes, instruments de musique, camions, chevaux, terrains... Le carnet anthropométrique ne fut supprimé qu'en 1960, remplacé en 1969 par un livret et un carnet de circulation toujours en usage aujourd'hui pour les « gens du voyage ».

AUJOURD'HUI

Le génocide tsigane reste peu connu. Dans toute l'Europe, il est très peu enseigné ou même mentionné dans les programmes scolaires. Surtout, un climat de persécution se développe à nouveau. Pas seulement en Hongrie ou dans les Balkans : en France, les destructions violentes des campements, les propos racistes de responsables politiques comme Sarkozy et Valls, se multiplient. C'est ce qui rend d'autant plus nécessaire de raconter l'histoire du génocide tsigane, et comment on en arriva là. □

par les nazis, que la plupart d'entre eux purent vraiment demander réparation pour les souffrances subies. Mais à cette date, beaucoup étaient déjà décédés. La reconnaissance officielle du génocide tsigane interviendra en 1982.

En mai 1945, les Tsiganes (y compris les rescapés des camps nazis) sont encore assignés à résidence dans leur canton ; seulement, les maires des communes concernées ne veulent pas les accueillir. Le ministère de l'intérieur envoie alors une



Enfants roms et sinti au camp d'Auschwitz. DR.

Bibliographie

- « Les Tsiganes en France (1939-1946) », Denis Peschanski, CNRS, 2010, 176 pages, 10 euros.
- « Atlas des Tsiganes, les dessous de la question rom », Samuel Delépine, éditions Autrement, 2012, 96 pages, 19,90 euros.
- « Samudaripen, le génocide des Tsiganes », Claire Auzias, L'Esprit frappeur, 2000, 205 pages, 3,25 euros.
- « Gitans, Tsiganes, Roms... Idées reçues sur le gens du voyage », Marc Bordigoni, Le Cavalier Bleu, 2013, 183 pages, 20 euros.
- « Tsiganes, nomades, un malentendu européen », http://www.tsiganes-nomades-un-malentendu-europeen.com/index.php?option=com_content&view=article&id=2&Itemid=2

De la révolte à la révolution ?

PAR UGO PALHETA

Eric Hazan vient de publier *La Dynamique de la révolte*, qui constitue en quelque sorte une suite de *Premières mesures révolutionnaires*, dont nous avons fait ici un compte-rendu critique (*L'Anticapitaliste* n° 49, décembre 2013). Ce livre a toutes les chances de connaître un succès similaire au précédent : brassant les mêmes thèmes dans une langue vive et sans jargon, il est d'une lecture à la fois agréable et instructive pour quiconque ne se satisfait pas du monde tel qu'il va et désespère de ne pas apercevoir d'issue.

Il y a d'ailleurs lieu de se réjouir que de tels ouvrages rencontrent du succès. Cela démontre non seulement la disponibilité d'un public souvent jeune à des idées radicales, mais permet de poser à une échelle large les questions associées au projet d'une transformation révolutionnaire de la société. En ces temps d'atonie des mobilisations et de faible influence des anticapitalistes, notamment en France, on aurait tort de faire la fine bouche. Mais on ne saurait pourtant s'en tenir au registre des réjouissances et taire les divergences stratégiques, tant celles-ci impliquent des visions différentes, et souvent antagonistes, de l'histoire des insurrections passées comme de nos tâches pour aujourd'hui et demain.

« SURMONTER LE PESSIMISME AMBIANT »...

Le livre d'Eric Hazan est d'abord un plaidoyer pour l'histoire, et plus particulièrement pour une histoire comparée des soulèvements populaires et des révolutions, conçue comme antidote au renoncement, cynique ou désespéré, à transformer le monde dans lequel nous sommes amené-e-s à vivre. Il s'agit de « repérer des séquences se reproduisant à diverses époques et dans des pays différents », en focalisant l'attention sur « le temps du déclenchement révolutionnaire », autrement dit le moment initial d'une révolution.

Un tel objectif n'est pas poursuivi pour le simple plaisir historien du récit ou de l'anecdote, mais afin de dessiner l'horizon des soulèvements populaires à venir, dont on ne saurait prédire ni les moments, ni les lieux, ni surtout les modalités d'éclatement, mais dont il est

improbable qu'ils n'adviennent pas dans les années à venir. Outre un prologue et une dernière partie qui joue le rôle de conclusion, l'ouvrage est structuré autour de quatre parties, chacune d'entre elles visant à réfuter une idée commune – et politiquement paralysante – concernant le déclenchement des révolutions.

Tout d'abord, le soulèvement serait rendu impossible par l'absence d'un préalable nécessaire, à savoir une politisation de masse. Or Hazan met en évidence, à partir d'exemples variés (révolutions française et russe, Commune de Paris, « mai rampant » italien), qu'il n'y a aucun lien causal mécanique entre l'établissement d'une « atmosphère politiquement agitée » et l'éclatement d'un soulèvement populaire, le processus de politisation à une échelle de masse pouvant précéder ou succéder au soulèvement.

Ensuite, aucun soulèvement ne serait concevable en raison du rapport de force défavorable lié à l'énorme pouvoir concentré par les classes dominantes, à travers notamment l'appareil policier et militaire. Contre un défaitisme servant souvent de prétexte à l'inaction, Hazan rappelle qu'« il est dans la nature de toute insurrection d'être en situation d'infériorité à l'heure de son déclenchement » (p. 36), plaidant pour des actions visant, au cours même des processus révolutionnaires, à faire éclater les contradictions au sein des forces répressives, dont il rappelle qu'elles ne sont pas homogènes bien qu'assumant une même fonction conservatrice.

Dans la troisième partie, l'auteur conteste la nécessité du passage de la révolution par une séquence institutionnelle – généralement sous la forme gouvernement provisoire/assemblée constituante – aboutissant généralement au reniement, ou plutôt à l'enfouissement progressif des promesses émancipatrices charriées par le soulèvement populaire initial. Hazan plaide ainsi en faveur des actions entreprises par les sans-culotte parisiens de mai-juin 1793 et par les bolcheviks en janvier 1918, substituant au parlementarisme un gouvernement révolutionnaire, appuyé par des comités populaires ou des soviets, capable d'agir avec audace et autorité dans une situation hautement

périlleuse.

C'est le chapitre suivant qui constitue le cœur de l'ouvrage (p. 57-129), puisqu'il vise à en démontrer la thèse centrale : l'inutilité d'une organisation révolutionnaire pour que s'engage favorablement un cycle de luttes révolutionnaires. Non que les organisations n'auraient historiquement joué aucun rôle dans les soulèvements populaires, ce que l'auteur ne saurait nier (d'autant que, dans l'exemple de la Révolution russe, il s'appuie presque exclusivement sur *l'Histoire de la révolution russe de Trotsky...*), mais ce rôle ne serait nullement irremplaçable et, en outre, ne correspondrait guère à ce que les organisations révolutionnaires ont prétendu accomplir.

LA RÉVOLTE ET LE PARTI

Si l'ouvrage réussit, au moins en partie, à déjouer le désespoir ambiant par d'utiles rappels historiques, il apparaît nettement moins convaincant quant à son évaluation du rôle joué par les organisations révolutionnaires. Eric Hazan aimerait convaincre que, pour briser nos fers et engager une transformation révolutionnaire de la société, les organisations seraient au mieux inutiles, au pire trompeuses ou oppressives. Parce qu'elles viseraient à imposer du dehors leur hégémonie au mouvement révolutionnaire, leur intervention ne pourrait avoir d'autre effet que de limiter a priori l'action spontanée et de ramener dans son lit le torrent de la révolte populaire. S'organiser pour que les révoltes ne s'effilochent pas en poussière humaine, mais sans constituer d'organisations, au risque de laisser contre-révolutionnaires ou réformistes occuper le nouveau terrain politique créé par la révolte elle-même : voilà en somme à quoi nous invite Hazan. Vieux débat évidemment, qui oppose « spontanéité » et « organisation », généralement caricaturé sous la forme d'une distinction entre invention créatrice et inertie bureaucratique. Si la contestation des tentations conciliatrices portées par les bureaucraties du mouvement ouvrier – notamment les directions syndicales – est un réflexe sain, elle prête à l'impuissance lorsqu'elle s'étend à l'ensemble des organisations, voire au fait même de s'organiser collectivement. Le principal problème de l'approche

d'Eric Hazan est qu'elle supprime la question de la *temporalité politique*. Derrière un appel volontariste à ne pas se résigner, qui a pour vertu de rappeler que l'histoire humaine est parcourue d'irruptions populaires soudaines et inattendues, ce sont les conditions – objectives et subjectives – dans lesquelles se mène la lutte qui sont effacées du tableau. A la temporalité chaotique de la lutte des classes – faite de montées et de reculs, de flux et de reflux, de politisation et de découragement –, Hazan substitue un temps vide et linéaire où l'offensive – sous la forme de la révolte – est en chaque moment à l'ordre du jour, sinon à portée de main.

Nul étonnement dès lors à voir l'auteur décréter l'inutilité des organisations, car c'est notamment dans la gestion de ce temps politique cyclique que résident et la nécessité des organisations, et les risques de bureaucratisation ou de substitutisme. En particulier, si les structures militantes permettent le maintien d'un certain niveau d'organisation et de lutte lorsque les conditions économiques et politiques prêtent comme actuellement à la démoralisation, l'absence de luttes de masse pendant toute une période peut conduire d'un côté au renforcement d'une couche de cadres réformistes, syndicaux et politiques, voués à la négociation avec les pouvoirs en place, de l'autre à l'isolement des révolutionnaires et au sectarisme.

L'incapacité de Hazan à prendre au sérieux la temporalité politique se manifeste également lorsqu'il s'agit de penser les processus révolutionnaires. L'auteur ne tient d'ailleurs pas son pari de se limiter à l'analyse du déclenchement de ces processus, et pour cause : ce qui fait l'intérêt des grands épisodes de révolte populaire, c'est qu'ils inaugurent des situations de crise révolutionnaire qui peuvent durer des mois avant de se dénouer. S'en tenir au moment du déclenchement, au 14 juillet 1789 dans le cas de la Révolution française ou à février 1917 dans celui de la Révolution russe, ce serait nécessairement manquer l'essentiel et Hazan en convient en pratique puisqu'il va bien au-delà dans

son livre. Or, dans l'analyse même des processus révolutionnaires, il confond trois niveaux d'action qui posent chacun des problèmes différents, en rapport avec la question de l'organisation :

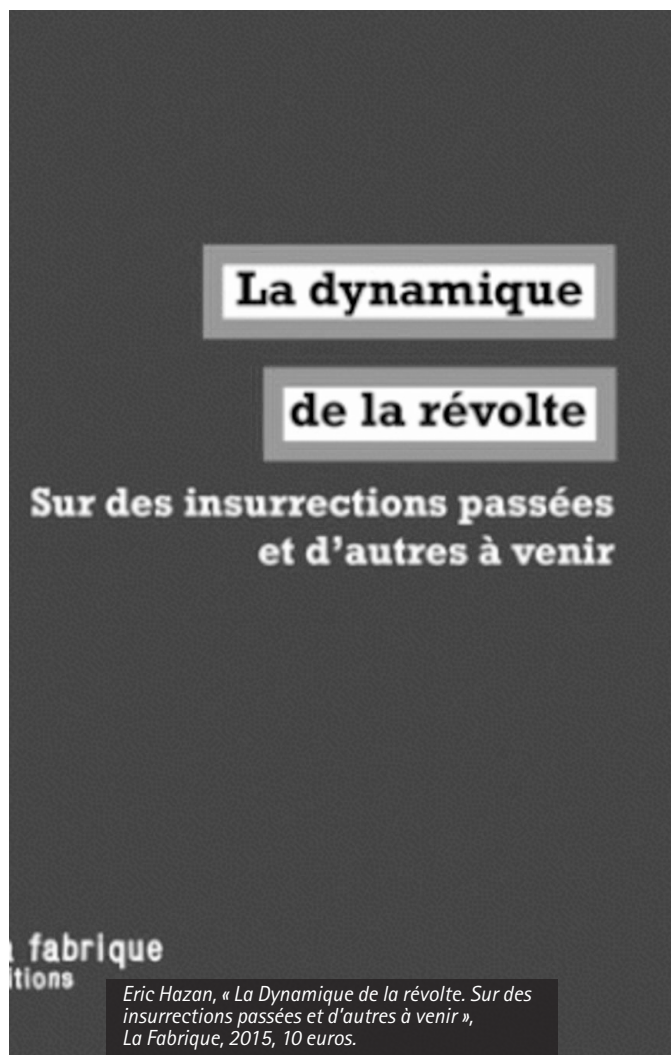
- celui de la révolte (ou du soulèvement populaire), qui n'est jamais – et Hazan a raison de le rappeler – *le produit mécanique* de l'action d'un parti révolutionnaire mais constitue un surgissement généralement inattendu, prenant souvent de court – au moins initialement

mais de trancher par des initiatives énergiques entre deux pouvoirs irréconciliables, ce qui suppose l'action d'une minorité révolutionnaire hautement organisée et résolue.

La Révolution portugaise de 1974-75, qui n'est pas étudiée par Hazan alors qu'elle constitue pourtant le dernier exemple en Europe d'une crise révolutionnaire, est éclairant : comme en bien d'autres situations historiques, l'absence d'un parti ayant une compréhension juste de cette crise et des tâches qu'elle assigne a

lourdement pesé dans l'incapacité de constituer un pouvoir populaire capable de disputer l'hégémonie au pouvoir d'Etat, pourtant largement ébranlé par la poussée révolutionnaire de l'été et de l'automne 1975. La constitution d'un tel pouvoir supposait une structuration et une coordination nationales des initiatives d'auto-organisation (en l'occurrence des commissions de travailleurs/ses, d'habitant-e-s et de soldats). Le seul parti qui disposait d'une large assise militante dans la société portugaise et aurait pu pousser en ce sens, le PCP (profondément stalinisé), ne voulait en rien que la révolution démocratique, ayant fait tomber la dictature salazariste, se mue en révolution sociale, contestant la propriété capitaliste. Derrière de grandes phrases sur le peuple et la révolution, il fit donc tout son possible pour limiter les aspirations à des revendications partielles et l'auto-organisation populaire à un simple adjuvant de sa propre activité.

Nous ne savons pas quelles formes exactes prendront les crises et processus révolutionnaires au 21^e siècle, mais nous ne partons pas de rien. Si nous voulons conjurer le spectre des défaites et des échecs du siècle dernier, honorer ce « droit précieux de recommencer » dont parlait Daniel Bensaïd, il nous faut prendre au sérieux l'étude des soulèvements populaires passés. Comme l'écrivait Rosa Luxemburg (cité par Hazan, p. 18) : « Nous sommes campés sur ces défaites et nous ne pouvons renoncer à aucune d'entre elles, car de chacune nous tirons une part de notre force et de notre lucidité ». □



Eric Hazan, « La Dynamique de la révolte. Sur des insurrections passées et d'autres à venir », La Fabrique, 2015, 10 euros.

– les organisations ;

- celui de la révolution, processus qui suppose l'émergence d'un pouvoir populaire, donc d'une situation de double pouvoir, nullement contradictoire avec l'intervention d'une organisation capable d'impulser et de coordonner, plus généralement de penser et d'agir dans le temps brisé de la politique en ayant en tête les objectifs généraux du mouvement ;
- et celui de l'insurrection, moment par définition court durant lequel il s'agit, non plus de gagner la majorité de la population aux idées révolutionnaires,

Une contribution majeure au combat écosocialiste

PAR FERNAND BECKRICH

Le dernier livre de Naomi Klein, *Tout peut changer. Capitalisme et changement climatique*, est déjà un événement éditorial. La journaliste et militante altermondialiste canadienne y mène une enquête approfondie et détaillée, produit une analyse concrète du capitalisme réellement existant dans son action destructrice de la nature et des sociétés humaines. Reportage au long cours (son travail s'est étalé sur cinq années), d'une lecture facile et vivante, il s'agit d'une intervention politique d'une grande force. Des centaines d'étudiants sont venus débattre avec elle fin mars à la Sorbonne. Sur cette même ligne d'urgence sociale et climatique, anti-austérité, elle était intervenue deux semaines plus tôt à Francfort lors de la manifestation organisée devant la BCE. Archi-documenté, avec des dizaines de pages de références, le livre ne mentionne pourtant aucun des grands théoriciens du capitalisme (de l'anticapitalisme plutôt), ni Marx ni aucun autre. C'est qu'elle s'en tient, modestement pourrait-on dire – mais avec quelle énergie ! –, à montrer *in situ* une classe sociale – la grande bourgeoisie, les grandes firmes – réellement mobilisée pour faire valoir ses intérêts à tout moment. Même, évidemment, quand la planète chauffe. Un des grands mérites du livre est de partir d'emblée de là. Le capitalisme est un système qui a besoin d'énergie, de beaucoup, de toujours plus d'énergie. Cette énergie, dans sa quasi totalité, ce sont les fossiles, charbon, gaz, pétrole dont la combustion génère les gaz à effet de serre (GES) responsables du dérèglement climatique en cours. L'énergie fossile, c'est l'extraction qui, sous le fouet du productivisme capitaliste, devient l'extractivisme forcené, thème qui revient dans plusieurs chapitres.

Naomi Klein raconte de manière saisissante les discussions quasi simultanées, durant les 20 dernières années, autour des rapports du GIEC pour enrayer le réchauffement climatique lors des sommets mondiaux, ainsi que dans le cadre de l'OMC pour favoriser le commerce

mondial. Alors que les accords internationaux sur la libéralisation du commerce se mettent en place sans coup férir, les discussions sur le climat patinent, se bloquent et débouchent sur le constat accablant : depuis le sommet de Kyoto, en 1997, les GES ont augmenté de 60 % ! Les grands groupes capitalistes se sont mobilisés à fond dans les deux processus, pour la réussite de l'un, contre la moindre décision contraignante dans l'autre. Le livre montre cette mobilisation permanente, tout comme la corruption, le conflit d'intérêt généralisé, l'intégration/institutionnalisation des ONG et de l'essentiel des organisations écologistes durant les années 1980-90.

LE CAPITALISME DE CATASTROPHE

C'est là que se noue une situation nouvelle, véritablement explosive. Le réchauffement a déjà lieu. Pour le

contenir à 2 degrés Celsius, il faudrait sortir totalement des énergies carbonées d'ici à 2030, faire la transition/rupture vers les énergies renouvelables. Mais 2030, c'est demain. Il faut prendre des décisions immédiates – et radicales. Faute de quoi, ce sera la fuite en avant avec un réchauffement de 4 à 6 degrés. Naomi Klein nous dit : « *cette situation nouvelle est potentiellement révolutionnaire car ces décisions radicales nécessaires, ni les capitalistes ni les forces politiques soumises à leurs projets ne les prendront.* » Comment ne pas la rejoindre là, précisez-vous ? C'est la thèse centrale du livre. C'est toute la société qu'il faudra revoir, de fond en comble. Le moment politique où nous sommes doit être vu comme une opportunité à saisir. A saisir obligatoirement sous peine d'avoir à subir un capitalisme de catastrophe. Socialisme ou barbarie, diraient certains...

On peut relever ici deux chapitres particulièrement intéressants, aux titres qui sont déjà des programmes : « *Pour une gestion publique de l'énergie* » et « *Planifier et interdire* ». L'autre idée fondamentale qui court tout au long de l'ouvrage, c'est la nécessité d'un grand mouvement populaire qui porte à la fois la question sociale avec celles de l'égalité, de la justice, et l'ensemble des questions écologiques. Là encore, nous sommes en accord profond. Les questions de la démocratie et surtout de la violence ne sont pas esquivées. Dans la troisième partie, « *Parce qu'il faut bien commencer quelque part* », le chapitre « *Blocadie* » nous rappelle bien sûr Notre-Dame-des-Landes et Sivens, mais nous évoque aussi les bloqueurs de raffineries et de ronds-points de 2010.

Le livre fourmille de réflexions sur les aspects idéologiques, culturels et institutionnels d'un changement global. Naomi Klein se sent en sympathie profonde avec le vieux mouvement ouvrier (Wikipédia nous apprend que son grand-père, militant marxiste, avait organisé la première grève chez Disney...). De sa part, nulle posture péremptoire. Le débat est possible et souhaité. □



Naomi Klein, « *Tout peut changer. Capitalisme et changement climatique* », Actes Sud, 2015, 625 pages, 24,80 euros.

Amérique latine : quelle réalité, quelles perspectives ?

PAR MARCELO NEUESTERN

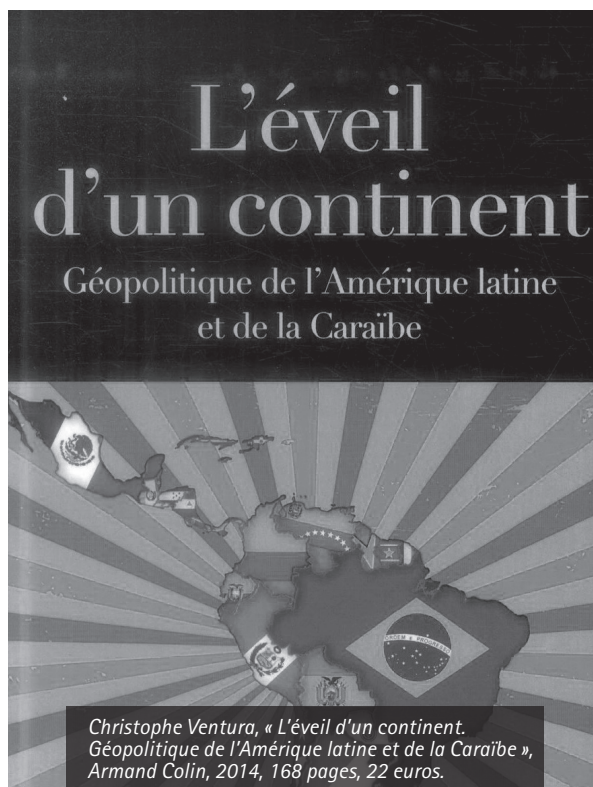
En avril 2015 disparaissait Eduardo Galeano, auteur du livre *Les veines ouvertes de l'Amérique latine*, paru en 1971 et diffusé à des centaines de milliers d'exemplaires. Cette synthèse sur l'Amérique Latine, ses luttes contre l'exploitation et pour l'émancipation, a marqué plusieurs générations de militants et popularisé la thématique de l'unité du sous-continent, dans une chronique plutôt historique et littéraire, mais aux objectifs politiques clairs.

45 ans après Galeano, Ventura nous propose une autre synthèse. Bon connaisseur de l'Amérique latine, l'auteur est un responsable du Parti de gauche. A la différence de Galeano, qui titrait sur « *les veines ouvertes* » et commençait par traiter la question de la pauvreté, Ventura part de « *l'éveil d'un continent* » et de l'essor des « *régions dites émergentes* » ; au lieu de « *la structure contemporaine du pillage* » (Galeano), il est ici question de « *géopolitique* », du « *cycle des gouvernements progressistes* » et d'intégration régionale. Dans les années 1960, Cuba était isolée dans son combat contre l'impérialisme US. Aujourd'hui, c'est Obama qui serait isolé dans son affrontement avec Chavez. Changement d'époque ? De diagnostic ? Ou bien d'orientation politique ?

L'AMÉRIQUE LATINE, UNE UNITÉ ?

Il est utile de repenser la notion d'unité appliquée à l'Amérique latine. Pour Ventura, puisque ce dont il s'agit est d'étudier la géopolitique, cette unité découle naturellement du fait que ce soit une région. Mais si l'on considère quelques moments clés de l'histoire du sous-continent et des ses mouvements d'émancipation, une autre approche peut se dégager. Voyons brièvement les années 1920-30 puis 1960-70. Les années 1920-30 ont vu se déve-

opper le premier débat général au sein des mouvements ouvrier (avec l'Internationale communiste, IC) et anti-impérialiste (au Pérou à travers l'APRA, Alliance populaire révolutionnaire américaine) latino-américains. Dans une IC bureaucratisée, les conclusions furent : caractère féodal du sous-continent et de ses pays ; révolution par étapes, commençant par une révolution démocratique ; rôle dirigeant des partis communistes. Dans ce cadre, on passa alors de la politique de la troisième période (dans laquelle les mouvements nationalistes et petit-bourgeois devaient être détruits) à celle des front populaires, d'alliance avec la bourgeoisie nationale. Cela resta le principe de base des partis communistes pour le reste du siècle.



Christophe Ventura, « *L'éveil d'un continent. Géopolitique de l'Amérique latine et de la Caraïbe* », Armand Colin, 2014, 168 pages, 22 euros.

Même dans un mouvement communiste déjà dominé par l'appareil stalinien, il y eut des débats réels, marqués par la voix dissidente de José Carlos Mariátegui, le dirigeant péruvien qui venait de mener une dure bataille politique avec l'APRA. A partir d'une analyse historique et

précise du développement capitaliste de son pays, de la tradition indigène et de la question de la terre, Mariátegui parvint à la conclusion que « *l'émancipation de l'économie du pays n'est possible qu'à travers l'action des masses prolétariennes, solidaires du combat anti-impérialiste mondial.* » Les noyaux de l'opposition de gauche en Amérique latine participèrent peu à ce débat, mais commencèrent à élaborer sur la situation de la région sur la base de la critique faite de l'intervention de l'IC stalinisée en Chine. Trotsky lui-même écrivit et intervint à propos de l'Amérique latine à partir de son exil au Mexique, et fut en mesure de formuler en 1938 une synthèse.¹ On assista dans les années 1960-70 à une nouvelle montée des luttes et des mouvements révolutionnaires, cette fois dans le prolongement de la révolution cubaine. Le castrisme proclama une stratégie continentale contre les Etats-Unis, avec la méthode de la guérilla, tout en affirmant que la révolution serait socialiste. Le stalinisme s'y opposa et continua à défendre l'alliance avec la bourgeoisie. Entretemps, le continent avait connu un début d'industrialisation. Le soi-disant « *développementisme* » bourgeois soutenait qu'une alliance avec le capital étranger était possible et nécessaire afin d'impulser un développement national, dans le cadre d'une intervention forte de l'Etat.

Le concept de l'unité de l'Amérique latine résulte dès lors d'une élaboration portant sur la structure de classe des pays de la région, le caractère de la révolution à y mener et le fait que la poutre-maîtresse de la domination capitaliste y soit l'impérialisme américain. Le contenu précis de cette unité est l'objet d'un débat politique et doit déboucher sur un

programme d'intervention de la classe ouvrière et de l'ensemble des opprimés. C'est une exigence de la lutte contre le capitalisme et l'impérialisme.

UNE APPROCHE GÉOPOLITIQUE

L'approche de Christophe Ventura est différente, et pas seulement parce qu'elle est dépourvue de références et de fil conducteur historiques et théoriques. Son schéma est le suivant : l'Amérique latine est une région géopolitique émergente, on y vit maintenant le cycle des gouvernements progressistes et l'on s'y achemine vers une intégration régionale. Bien sûr, ce mouvement n'est pas linéaire, mais c'est lui qui domine. L'ordre des chapitres du livre est significatif, passant d'un état des lieux de la production et des échanges au cycle politique. La crise de l'économie mondiale capitaliste, la nature de classe des sociétés latino-américaines sont laissées de côté. On ne peut pas reprocher à Ventura de faire ce type d'analyse, mais on peut se demander si cette méthode permet de parvenir à une compréhension de la réalité et, surtout, à des conclusions en termes d'intervention politique qui soient utiles au mouvement d'émancipation et aux luttes populaires.

La thèse du livre est que l'Amérique latine s'est mondialisée, avec de nouveaux modèles productifs aux coûts sociaux et environnementaux élevés, sans rompre avec les mécanismes de la dépendance ; la région reste certes exposée à de multiples vulnérabilités, mais les conditions géopolitiques de l'insertion évoluent dans un sens favorable, alors que dans le même temps les bases d'un marché intérieur régional de consommation se renforcent (p. 48). Le Brésil en est le centre et les gouvernements progressistes sont les agents de ces pas en avant. Il est pourtant nécessaire de se rappeler que l'« économie mondiale [doit être] considérée non comme la simple addition de ses unités nationales mais comme une puissante réalité indépendante créée par la

division internationale du travail et par le marché mondial qui, à notre époque, domine tous les marchés nationaux. »²

Jusqu'à quel point la mondialisation change-t-elle en effet la nature des relations entre l'Amérique latine et l'économie mondiale capitaliste ? La réponse de Ventura est ambiguë, mais les faits sont têtus, et le concept d'« économies émergentes », douteux³. Les rapports d'exploitation (l'impérialisme), la crise, l'arriération et la barbarie restent en effet à l'ordre du jour ; les formes se sont certes renouvelées, mais non les contenus.

La crise de 2007-2008 est passée par là et le bilan actuel des économies de la région s'avère très différent de celui présenté par l'auteur. En réalité, les difficultés s'accumulent.⁴ Les pronostics divergent. Dans son livre, publié en 2014, l'auteur estime que l'Amérique latine « connaîtra un ralentissement mais ne sera pas menacée au cours des prochaines années, en dépit des conséquences durables de la crise de 2008 » ; la croissance à venir en 2015 y est estimée à 3,5 % (p.20). Dans son bilan de l'année 2014, la CEPAL (Commission économique pour l'Amérique latine et la Caraïbe) estime cependant que la croissance latino-américaine va être de 2,2 % en 2015 et signale qu'il sera difficile d'« inverser le ralentissement ». Quelques mois plus tard, en avril 2015, le même organisme fixe le taux de croissance 2015 à 1 % pour l'ensemble de l'Amérique latine et de la Caraïbe, et à 0 % pour l'Amérique du Sud.

Le Brésil s'avère être un géant aux pieds d'argile. Entre 2007 et 2014, il a accueilli des IDE (investissements directs étrangers) pour près de 500 milliards de dollars, ce qui l'a situé au quatrième rang des IDE dans le monde. Ce sont les entrées de capitaux spéculatifs qui ont généré la « prospérité » du pays, avec le développement du soja OGM comme outil de réassurance. Maintenant apparaît le revers de la médaille. Selon le FMI, dans son rapport 2015 sur l'économie mondiale, le Brésil, qui est confronté à de sérieux problèmes de compétitivité, de corruption, de confiance des entrepreneurs et de déficit fiscal, entrera cette année en récession et sera une

source de problèmes pour toute la région.

Voilà en tout cas un nouvel exemple du fait que les lois de l'économie et du développement capitalistes sont toujours plus fortes que les perspectives géopolitiques. En réalité, les pronostics optimistes de Ventura embellissaient la réalité – tout en servant à présenter les « gouvernements progressistes » comme l'horizon politique historique de la région.

LES GOUVERNEMENTS PROGRESSISTES

En octobre 2014, notre revue publiait un dossier titré « Amérique Latine : les gouvernements "progressistes" à bout de souffle ». Y étaient présentées des analyses de la situation au Venezuela, en Equateur, au Brésil, en Argentine et en Bolivie. Huit mois plus tard, le cours des événements a confirmé ces analyses.

Dans son ouvrage, Christophe Ventura dresse une liste de onze gouvernements progressistes, sans y inclure Cuba ni le Pérou (p. 52). Cela peut paraître impressionnant mais, en y regardant de près, on constate que la liste est hétérogène, établie sans définition ni délimitations un peu précises.

Quels sont les traits de ces gouvernements « progressistes » ? Dans l'histoire de l'Amérique latine, on a connu des gouvernements qui se sont affrontés à l'impérialisme et aux vieilles classes dominantes, qui ont mobilisé la population et encouragé un certain développement national : Cardenas au Mexique, la révolution bolivienne de 1952, Velazco Alvarado au Pérou, Cuba en 1959-1962. D'autres ont été renversés par des interventions militaires US : Arbenz au Guatemala en 1954, Camaño en République dominicaine en 1965. Ces gouvernements tentaient de s'affronter à l'arriération et à l'impérialisme en s'appuyant sur une mobilisation des masses.

Ventura insiste sur le fait que les nouveaux gouvernements progressistes surgissent des élections, sont porteurs de changements dans l'insertion de leurs pays au sein de l'économie mondiale et se sont donné une politique d'intégration régionale. Mais les élections sont



Hugo Chávez (1954-2013), le dernier grand dirigeant nationaliste latino-américain. DR.

une chose et la démocratie en est une autre. Et il serait par ailleurs étonnant que le chavisme reconnaisse les élections comme une ligne de démarcation absolue. Le fil commun de l'« utopie chaviste » et du « réalisme du PT » est à rechercher ailleurs. De manière sommaire, tous ces gouvernements :

- ont suivi une politique renforçant l'insertion de leurs pays dans l'économie mondiale capitaliste ;
- n'ont eu aucune politique d'expropriation du capital, y compris étranger, des banques et de la finance, et ont au contraire recherché des accords avec eux notamment à travers les IDE ;
- se sont adaptés à l'appareil d'Etat existant et l'ont utilisé à leurs fins ;
- ont mis en place, ou tenté de mettre en place, un contrôle étatique du mouvement de masse et des organisations ouvrières et populaires, conduisant aussi à leur répression ;
- ont mené une politique d'aide sociale et de subventions aux secteurs les plus pauvres et aux quartiers et populations marginalisés.

Si l'intégration régionale est un leitmotiv de ces gouvernements, la

réalité dans ce domaine est que cela relève plus du discours que des actes. Le Mercosur (Marché commun sud-américain) est en crise. Le Brésil et l'Uruguay souhaitent discuter avec l'UE en dehors du cadre du Mercosur, tandis que le président équatorien, Correa, est déjà en train de négocier son propre traité de libre échange. Quant aux accords passés avec la Chine, ils sont du même type que tous les autres. La construction d'un « Grand Sud » est un mirage.⁵ Il est vrai que ces gouvernements ont une certaine autonomie politique vis-à-vis des Etats-Unis, qu'ils s'éloignent peu ou prou des canons du néolibéralisme et que leurs régimes politiques diffèrent de ceux de la droite réactionnaire. Mais cela suffit-il pour en faire une nouvelle catégorie, un nouveau palier dans la lutte pour l'émancipation ? L'expérience du début de ce siècle montre que non. On n'est pas dans le socialisme du XXI^e siècle, mais dans les turbulences de la crise capitaliste et les difficultés du mouvement ouvrier et de la population opprimée à se donner les moyens politiques et pratiques d'une intervention indépendante. □

1 « Dans les pays industriellement arriérés, le capital étranger joue un rôle décisif. D'où la faiblesse relative de la bourgeoisie nationale par rapport au prolétariat national. Ceci crée des conditions particulières du pouvoir d'Etat. Le gouvernement louvoie entre le capital étranger et le capital indigène, entre la faible bourgeoisie nationale et le prolétariat relativement puissant. Cela confère au gouvernement un caractère bonapartiste sui generis particulier. » (« L'industrie nationalisée et la gestion ouvrière », juin 1938).

2 Léon Trotsky, « La Révolution permanente », 1928-31.

3 Voir par exemple la critique de Pierre Salama, « Des pays toujours émergents ? », La Documentation française, Paris, 2014.

4 Dans le bilan que fait Pierre Salama : « Les principales économies latino-américaines connaissent de nouvelles vulnérabilités : financiarisation, sensibilité exacerbée aux mouvements de capitaux, tissu industriel détérioré, reprimarisation, dépendance vis-à-vis des "remesas". A partir de 2012, les difficultés apparaissent. Le miracle économique devient mirage, le nouvel eldorado, fantasme de journalistes et d'hommes d'affaires, n'en est pas un. La convergence avec les économies avancées cesse. Elle est fragile, sa durabilité est problématique car de nouvelles vulnérabilités apparaissent » (« Argentine, Brésil, Mexique entrent dans la tourmente ». Quo Vadis Amérique Latine ? », Paris, 2015).

5 Un défenseur du chavisme tel que Claudio Katz l'admet et le dénonce. Sur l'intégration régionale, il écrit : « Le sommet [des chefs d'Etat des Amériques au Panama] a confirmé le degré significatif d'autonomie politique qu'a obtenu l'Amérique latine. Mais cette plus grande indépendance coexiste avec l'enlèvement de tous les projets d'intégration économique. » Quant aux accords avec la Chine, les gouvernements « passent de façon individuelle des accords avec la Chine qui aggravent la primarisation » (la dépendance des économies vis-à-vis de l'extraction des matières premières). En conclusion, il s'agit d'une « adaptation à l'ordre néolibéral global » (« Retrato de las Américas en la Cumbre », <http://www.rebelion.org/noticia.php?id=197733>, 16 avril 2015).

En 2013, Ada Colau était arrêtée par la police

PAR HENRI WILNO



Le 10 juillet 2013, Ada Colau (en bas au centre) est interpellée lors de l'occupation par la PAH de bureaux du Banco Popular, à Barcelone. Reuters/Albert Gea.

Elle est après les élections du 24 mai une possible maire de Barcelone. Militante depuis des années, elle est la cofondatrice de la PAH, organisation qui lutte contre les expulsions de familles surendettées dans un pays où 3,4 millions de logements restent vides. L'explosion de la bulle immobilière en 2008 et les politiques d'austérité ont en effet plongé des centaines de milliers de personnes dans l'incapacité d'honorer leur crédit hypothécaire, tandis que le chômage touche plus d'un quart de la population active.

Pour empêcher les expulsions, la PAH organise des rassemblements devant les domiciles des personnes menacées, des occupations de sièges de banque, des opérations coup de poing sous les fenêtres d'élus. Ada Colau affirmait début 2014 que la PAH avait alors bloqué plus d'un millier d'expulsions et aidé à reloger un millier de personnes. En juillet 2013, dans une interview au quotidien *El País*, elle déclarait : « *Le message le plus important de la PAH est de dire que les gens simples, s'ils s'organisent, s'ils se soutiennent les uns les autres, peuvent soulever des montagnes et réussir ce qui paraît impossible.* »

Les élections du 24 mai confirment la crise du système des deux partis dominants qui régissaient l'Espagne depuis la fin du franquisme. Au niveau de l'Etat espagnol, si les listes (souvent de coalition)

soutenues par Podemos remportent des succès importants, si le Parti populaire (droite) subit un échec, le PSOE (parti socialiste) sauve les meubles et Ciudadanos (la réponse de droite à Podemos) fait une percée.

Les anticapitalistes ne peuvent que se réjouir du succès des listes soutenues par Podemos. Mais leurs élu-e-s se heurteront à de multiples chausse-trapes pour mettre fin à l'emprise de la droite sans céder aux tentatives du PSOE de se refaire une virginité. Ainsi à Barcelone, « *Barcelona en común* » a obtenu 11 sièges sur 41. Pour être investie, Ada Colau aurait besoin au moins de l'abstention du PSC/PSOE. Ce qui est problématique par rapport au programme de sa campagne : paralyser les expulsions, convertir les appartements vides en logements sociaux, forcer les entreprises à réduire les prix de l'eau, du gaz, de l'électricité, lancer un revenu minimum de 600 euros.

Au niveau national, une certaine incertitude règne dans le cercle restreint qui, autour de Pablo Iglesias, dirige Podemos. Le numéro trois du parti a démissionné peu avant les élections pour des raisons peu claires tout en critiquant un tournant de la direction vers la « modération ». Après ces élections, Iglesias a mis l'accent sur la nécessité de se débarrasser du Parti populaire dans les villes et les régions et sur la lutte contre la corruption. Pour le reste, il s'est montré plus évasif,

notamment sur ce que cela impliquerait comme type d'accords possibles avec le PSOE et les conditions de tels accords. Podemos s'est construit en-dehors de la gauche traditionnelle comme un parti anti-austérité et antisystème, contre la « caste » qui, de droite ou de gauche, gère l'Espagne. Il est le fruit de la mobilisation sociale, d'abord des indignés, puis des « marées », sectorielles (comme dans la santé) ou générales qui ont fait agir et battre le pavé à des millions d'Espagnols. Mais le PSOE pense profiter de la situation pour se remettre en selle contre le Parti populaire aujourd'hui au gouvernement, dans la perspective des élections législatives de la fin 2015.

Rien n'est donc joué. Beaucoup de chemin reste à faire. Podemos va devoir approfondir sa réflexion programmatique et stratégique, se mettre en situation de maintenir son indépendance vis-à-vis du social-libéralisme et rester fidèle à ses engagements d'une action politique transparente sans accords négociés dans l'ambiguïté. Tout en préparant les futures échéances politiques, il lui faudra surtout développer la mobilisation populaire au côté des organisations sociales pour préparer une vraie rupture avec l'austérité et la politique du capital car celle-ci ne pourra résulter des seules élections. Dans l'immédiat, bon vent à Ada Colau et à ses camarades ! □